

CAHIER **B**

# DOSSIERS

Entrevue du SOLEIL avec Robert Bourassa

## Ces priorités qui n'en sont plus

♦ La réforme de l'aide sociale, que le nouveau gouvernement libéral avait pourtant promise pour l'automne 1986, est désormais liée à la refonte du régime canadien d'assurance-chômage et à la réforme de la fiscalité aux États-Unis. Un accord constitutionnel avec le reste du Canada semble tout aussi hypothétique.

textes de Michel DAVID et d'André FORGUES

Au cours de l'entrevue qu'il a accordée au SOLEIL, le premier ministre Bourassa a repoussé à une date indéterminée la réalisation de la réforme de l'aide sociale, projet auquel la fortune politique de M. Pierre Paradis est actuellement accrochée.

On savait depuis une semaine qu'il n'était plus question qu'un projet de loi puisse être adopté avant Noël. M. Bourassa "souhaite" maintenant être en mesure d'en présenter un à l'Assemblée nationale au printemps 1987, mais il ne peut pas le garantir. Quant à son adoption...

M. Bourassa semble à peu près rassuré sur le "chaos administratif" qu'il appréhendait. "On pense que la machine peut faire face à cette situation-là", dit-il. Mais deux nouveaux problèmes, dont il n'avait encore jamais parlé, sont apparus soudainement.

"Comment avoir une politique définitive sans savoir quelle sera la nouvelle politique fédérale en matière d'assurance-chômage?", se demande-t-il maintenant. On sait en effet qu'un comité présidé par M. Claude Forget a été chargé de réexaminer tout le régime d'assurance-chômage, mais son rapport n'a pas encore été rendu public.

"L'assurance-chômage et l'aide sociale sont tellement liées, explique le premier ministre. Si la nouvelle définition de l'assurance-chômage augmente le nombre d'assistés sociaux, il va falloir actualiser notre texte".

Et puis il y a la réforme de la fiscalité américaine annoncée par le président Reagan, qui aura d'énormes répercussions sur la fiscalité canadienne, et conséquem-

**Le temps passe... et les priorités aussi. Moins d'un an après la prise du pouvoir, le gouvernement de Robert Bourassa a considérablement amendé le carnet des dossiers qu'il tenait alors pour prioritaires. La réforme de l'aide sociale et la négociation d'un nouvel accord constitutionnel, par exemple, viennent de voir leurs échéanciers respectifs prendre un bon coup d'élasticité. Il y a pourtant un cheval de bataille que Robert Bourassa continue de mener à bride abattue depuis la dernière campagne électorale: son enfant chéri, la Baie James II. Au cours d'une entrevue qu'il a accordée à Michel David et à André Forgues, cette semaine, le premier ministre a expliqué ses choix.**



Robert Bourassa et la constitution: "C'est prioritaire quant à la démarche, mais c'est moins prioritaire quant aux résultats".

ment québécoise. "Ca peut affecter les revenus des 18-30 ans, souligne-t-il. On est obligé d'en tenir compte".

Le premier ministre concède qu'il serait techniquement possible de se limiter, pour le moment, à accorder la parité aux moins de 30 ans, comme le Parti libéral l'avait promis durant la campagne électorale. "Ca représente un montant assez contrôlable, dit-il. Un peu plus de \$100 millions dont la moitié est payable par Ottawa".

Sauf qu'actuellement, "la politique du gouvernement est de faire une réforme sociale d'envergure", qui ferait la distinction entre les aptes et les inaptes au travail. Mais ça, c'est beaucoup plus compliqué.

### Constitution

Le dossier constitutionnel, qui était d'une urgence absolue, à entendre M. Bourassa, semble avoir dégringolé, lui aussi, sur la liste des priorités du gouvernement.

Le premier ministre a eu une

formule savoureuse pour illustrer ce recul: "C'est prioritaire quant à la démarche, mais c'est moins prioritaire quant aux résultats".

"Il faut faire la démarche parce qu'il y a une volonté chez beaucoup de nos interlocuteurs. Alors il faut reprendre le dialogue avec le reste du Canada, explique-t-il. Mais si on voit qu'on ne peut pas arriver à des résultats, on va se dire que le temps n'est pas mûr".

Le jour de son assermentation

comme premier ministre, M. Bourassa se donnait deux ans pour tout régler. L'exclusion du Québec menaçait "la stabilité politique du pays tout en entier", disait-il encore, il y a deux semaines, à Toronto. Ce danger semble s'être estompé depuis.

M. Bourassa compte sur le réel désir d'en arriver à une entente qu'il dit voir chez MM. Brian Mulroney et David Peterson. "Si les premiers ministres du Québec, du Canada et de l'Ontario sont tous

les trois déterminés à réintégrer le Québec dans la constitution canadienne, c'est un facteur politique très important, estime-t-il. C'est ça qui me rend assez optimiste".

Peut-être, mais pas suffisamment pour que le ministre Gil Rémillard, qui a entrepris sa tournée des capitales provinciales cette semaine, soit porteur de propositions précises. "Avant de présenter des textes de façon définitive, on veut voir jusqu'où on peut aller", dit M. Bourassa.

Si les chances d'arriver à un accord apparaissent suffisamment bonnes, les propositions du Québec seront officiellement rendues publiques et des négociations formelles pourront débuter. Sinon, le tout sera ajourné sine die et M. Bourassa n'en fera certainement pas une maladie.

### Péréquation

Le premier ministre est également très compréhensif à l'endroit du gouvernement fédéral, qui coupera \$8 milliards en cinq ans dans les programmes de santé et d'enseignement postsecondaire, mais qui offre seulement \$1 milliard de plus au titre de la péréquation.

"On est conscients qu'ils ont un déficit de \$32 milliards. On va se battre pour essayer d'augmenter le montant, mais si le gouvernement fédéral a décidé de donner seulement \$1 milliard, c'est eux qui ont le dernier mot", dit M. Bourassa.

"On ne peut pas se battre sur quinze dossiers à la fois, ajoute-t-il. Ce qu'on va essayer d'obtenir, c'est que ça puisse être renégoциé dans les années qui viennent selon la situation financière du fédéral. Supposons que le pétrole remonte et que la situation financière du fédéral devient très prospère, on va dire: changez ce qui a été décidé en 1987".

A cause du déficit fédéral, le Québec est donc prêt à accepter une baisse substantielle des sommes que lui verse Ottawa. Il y a seulement une chose que M. Bourassa jugerait totalement "inacceptable": c'est que le Québec reçoive une proportion des paiements de péréquation inférieure à celle qu'il a reçue dans le passé.

## Baie James 2... ou comment harnacher un rêve politique

♦ Non seulement Robert Bourassa admet-il maintenant ouvertement avoir placé des hommes qui appuient son projet de Baie James 2 à des postes stratégiques à la tête d'Hydro-Québec, mais il avoue également qu'il serait vivement intéressé à donner le poste de pdg d'Hydro à M. Raymond Garneau si ce dernier abandonnait la scène politique fédérale.

Fort réservé jusque là dans ses commentaires sur les départs et les nominations qui se produisent ces temps-ci à Hydro, et plus discret encore à propos de son intérêt pour M. Garneau, le premier ministre a choisi d'être très clair au cours de l'entrevue qu'il a accordée au SOLEIL.

"Je crois que, à moins d'un changement politique pour l'instant imprévu, M. Garneau est intéressé à rester à Ottawa pour un certain temps. S'il devenait disponible, s'il abandonnait la politique fédérale, sûrement que je serais intéressé à discuter avec lui pour cette fonction-là (la présidence d'Hydro) ou d'autres fonctions", a dit M. Bourassa.

M. Garneau a lié son avenir politique sur la scène fédérale à celui de son chef John Turner dont le leadership fera l'objet d'un vote de confiance au congrès de novembre.

Le premier ministre certifie cependant qu'il n'existe aucun conflit entre lui et l'actuel président d'Hydro, M. Guy Coulombe, qui réaffirmerait récemment qu'il demeurerait à son poste "pour un avenir prévisible". M. Bourassa souligne par ailleurs que M. Coulombe, comme d'autres dirigeants d'Hydro, peut être attiré par le secteur privé.

### Les départs

Car le premier ministre, s'il reconnaît nommer des partisans de son grand projet à Hydro-Québec, nie catégoriquement avoir coupé des têtes et explique par des motifs personnels de chacun les départs ou réaffectation de quatre vice-présidents de cette société d'Etat: MM. Georges Lafond, Michel Caron, Michel Grignon et Claude Descôteaux.

MM. Caron et Grignon ont été sous-ministres aux Finances sous le règne de Jacques Parizeau. M. Lafond, lui, oeuvrait à Hydro depuis 20 ans et plaçait, dans une récente entrevue, pour que des correctifs soient apportés à Hydro-Québec qui, expliquait-il, "a été bousculée par plusieurs événements qui l'ont affectée beaucoup plus que marginalement" et qui "doit encore digérer la phase 1 de la Baie James".

### Les arrivées

Au bureau d'Hydro à New York, M. Jan G. Charuck succède à M. Descôteaux. C'est un poste névralgique où il est important d'avoir quelqu'un qui soit d'accord avec nous, dit le premier ministre. M. Charuck a aidé M. Bourassa dans la rédaction de son livre "L'énergie du nord".

Aux marchés externes, poursuit M. Bourassa, le successeur de M. Lafond est celui qui l'assistait dans sa tâche, M. Jacques Guevremont, lequel a exprimé il y a quelques années des réticences quant à la Baie James 2; "je pourrai vous montrer ses discours", dit M. Bourassa. Le premier ministre affirme d'ailleurs qu'il s'est produit une sorte de "conversion" à son projet chez Hydro-Québec depuis 1982.

Au conseil d'administration, M. Bourassa explique les nominations de MM. Michel Bélanger ("un ami personnel de longue date", mais aussi un ancien sous-ministre aux Richesses naturelles), Laurent Hamel (le principal constructeur de la phase un de la Baie James "dont tout le monde reconnaît les talents") et Marcel Aubut (connu pour son dynamisme "et je voulais une figure connue et importante de la région de Québec").

Enfin M. Rémi Bujold, qui quitte son poste de directeur du cabinet de

M. Bourassa pour coordonner les diverses facettes du projet de la Baie James: négociations avec les autochtones, questions reliées à l'environnement, etc. M. Bourassa affirme bien sûr qu'il ne faut surtout pas le voir comme celui qui, au nom du chef, passera par-dessus le ministre responsable d'Hydro, M. John Ciaccia.

### Développement économique

Pour le premier ministre, la mise en marche de la phase 2 de la Baie James demeure un objectif réaliste pour son premier mandat. "Je négocie", "je me démène", "je vais tout faire", dit-il à un moment ou à un autre en parlant de son dossier chéri.

M. Bourassa lie cependant toujours la concrétisation de son plan à la signature de contrats fermes dont les revenus couvriraient les coûts de construction et assureraient des profits à Hydro. Mais il ne veut plus avancer une date pour la signature des premiers contrats.

La Baie James 2 n'est cependant pas le seul outil de développement économique sur lequel mise le premier ministre. Il compte aussi sur les privatisations réalisées et à venir.

Loin de menacer le développement régional en se départissant de Dornier, Donohue, Mines Seleines, Madelipêche, le gouvernement veut ainsi accélérer ce développement.

Les gains de capitaux réalisés (Dofor) ou les déficits chroniques effacés (Madelipêche) permettront d'investir dans de nouveaux projets, soutient M. Bourassa qui se défend d'avoir une approche doctrinaire et utilise à cette fin l'exemple de l'acquisition de Versatile Davie par Marine Industrie.

M. Bourassa nie que les revenus de ces privatisations serviront à payer les dépenses courantes du gouvernement, mais il affirme par la suite qu'"on profite d'une conjoncture favorable pour donner du "cash" à la SGF puis en même temps pour nous permettre d'avoir un niveau de déficit qui soit acceptable".

Si une entreprise dans laquelle l'Etat a investi des fonds est en bonne posture et que des acheteurs sont disponibles, M. Bourassa estime qu'il est avantageux de vendre pour réinvestir ailleurs. Sans avoir de projet en ce sens pour l'heure, le gouvernement pourrait par exemple se départir de sa participation dans l'aluminerie de Bécancour et utiliser le fruit de la vente dans un autre projet comme une nouvelle aluminerie par exemple.

M. Bourassa ne s'inquiète pas de ce que la SGF soit limitée dans ses possibilités d'implication dans de nouveaux dossiers en perdant les revenus substantiels que lui assure actuellement Dofor. Le gouvernement pourra toujours injecter des fonds supplémentaires dans la SGF si celle-ci venait à en manquer pour appuyer un projet important.

Les contestations soulevées par la vente de Québecair ne semblent guère impressionner non plus le premier ministre. Toutes les précautions ont été prises dans chaque cas jusqu'à maintenant, affirme-t-il, mais on ne peut exiger des acquéreurs d'agir à l'encontre de la loi du marché, pas plus que les sociétés d'Etat elles-mêmes ne peuvent le faire sauf pour des périodes transitoires.

Un Convoir ce n'est pas un Boieng 737, reconnaît M. Bourassa, mais quand le gouvernement exigeait que l'acquéreur de Québecair maintienne la qualité du service en régions, il fallait en fait comprendre l'accessibilité plutôt que la qualité.



En attendant l'autre Baie James...

## René Lévesque

## "Attendez que je me rappelle"

Aujourd'hui et dimanche, LE SOLEIL publie en exclusivité parmi les quotidiens francophones des extraits substantiels des Mémoires de René Lévesque. Le volume, édité chez Québec-Amérique, sera mis en vente dès la semaine prochaine. Dans un premier temps, nous livrons trois volets du livre de l'ex-premier ministre: les rumeurs qui ont entouré son état de santé; les moments qui ont précédé son départ; et l'attitude de Québec et d'Ottawa face à la crise économique. Dans LE SOLEIL de demain, il sera question du référendum et des élections de 1981.

## La "grande fatigue" de Monsieur Lévesque

(...) Un journaliste puis deux m'avaient trouvé un air épuisé. Aussitôt, tout l'essaim se mit à bourdonner sur ce thème, distillant l'évidence à force de répétitions. On en vint à scruter la moindre phrase pour y dénicher quelque cafoillage, ce qui, chacun le sait, est la marque du "burn-out". Encore un peu et je me serais cru à l'article de la mort!

Fatigue? Ça oui. Mais davantage excédé, avec un urgent besoin de changer d'air. Autour du Jour de l'An, avec ma soeur et son mari, Philippe Amyot, couple de vieux routiers des Tropiques, nous partions donc "en famille" pour la Barbade, que nous allions voir pour la première fois. Le coin où l'on nous avait casés, à l'extrême-sud, était juste à la frontière entre l'Atlantique et la mer des Antilles. Ici, devant nous, l'océan roulait vers la plage des vagues plus que respectables; et à droite, au bout d'un sentier rocailleux de deux cents mètres à peine, une autre bande de sable fin sur laquelle ne venaient plus mourir que de minuscules frissons caraïbes. De l'eau tiède, d'une transparence inouïe. Un soleil de feu, atténué par la plus légère des brises, qui apporte chaque après-midi vers la même heure quelques gouttes de pluie, perlant une minute et aussitôt évaporées.

Un vrai paradis. Mais quel retard! Une poignée d'hôtels, une ou deux petites chaînes d'alimentation et Bridgetown, la capitale, qui est comme une ville à l'abandon. Sur tous les chemins de maigres troupeaux de chèvres dont le lait, paraît-il, ne sert à rien. Presque exclusivement noire ou admirablement sang-mêlé, une population gentille, souriante, qui semble partout — taxi, restaurant, magasin — demeurée sous la coupe des anciens patrons coloniaux dont l'indépendance, après tant d'années, n'a guère desserré l'étreinte. Mais ça change peu à peu: c'est pendant notre séjour que ce petit pays, avec le soleil et la mer pour seuls trésors, s'inventait enfin... un ministère du Tourisme. Come nous!

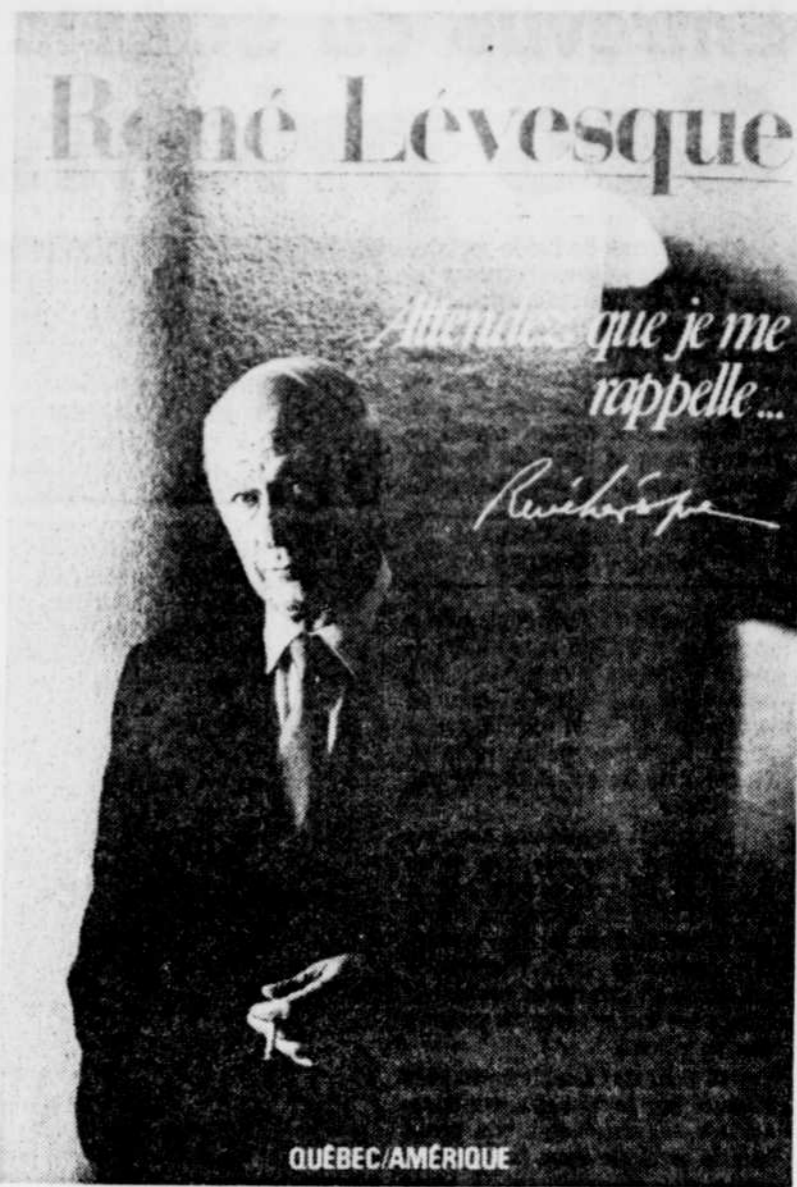
Mais revenons à mon "cas". Parti pour quinze jours, je rentrais pourtant au bout d'une semaine. La raison est fort simple. Le virus-media n'ayant pas épargné les miens, ma malheureuse santé les inquiétait si fort eux aussi que toute discussion là-dessus prenait aussitôt un tour dramatique. C'était en train de devenir une cure forcée plutôt que des vacances.

J'arrivai au bureau, et là, dès le premier soir, alors que je commençais à retrouver les dossiers, il m'advint une aventure dont le souvenir garde aujourd'hui encore quelque chose d'acrement irréel. Je n'entre pas dans le détail, c'était du pur Molière avec un peu de Kafka sur les bords. En un mot, je fus bientôt rejoint par deux ou trois personnes qui m'abreuverent sans tarder de reproches amicaux. Le mot "fatigue, fatigué, fatigué" revenant sans cesse comme un leitmotiv, je finis par exploser. Trop, c'est trop...

Je me résignai donc à me laisser conduire à l'hôpital, institution où je n'avais pas remis les pieds depuis la pleurésie de ma douzième année, si j'oublie le bref séjour auquel un mal presque innommable m'avait condamné à la fin de la guerre, en 45. Quant aux examens médicaux, mon dernier datait de 1951, du temps de la guerre de Corée... Comment expliquer pareille aversion? Je ne sais trop, sauf que jamais je n'ai oublié que mon père, mort si jeune, aurait sans doute vécu beaucoup plus longtemps s'il n'avait été charcuté par une couple d'éminents praticiens des années 30. Et puis, j'ai toujours eu le sentiment que moins on tombe entre les griffes de la Faculté et plus on a de chances de rester bien portant. A tort ou à raison. Et sauf tout respect...

Ce soir de janvier 85, cependant, j'eus vite compris que je n'y couperais pas. Pendant les vingt-quatre heures qui suivirent, et tandis qu'un ou deux lumières de la presse déguisés en infirmiers guettaient ma civière ou mon linéol, je pus savourer l'ordinaire hospitalier accompagné d'un "kit" complet, des auscultations aux prises de sang en passant par le tunnel du scanner. "Tant qu'à y être, avais-je demandé, surtout n'oubliez rien!"

Au bout du compte, avant de retrouver ma liberté aussi discrètement que je l'avais perdue, j'appris avec soulagement que je faisais partie "du dix pour cent le plus en santé de mon groupe d'âge". Rendu public, est-il besoin de préciser que ce résultat ne fit pas la manchette. On l'escamota aussi promptement que toute autre bonne nouvelle. Et les caricatures, ces éditoriaux impitoyables entre tous, continuèrent sans pitié à "décastrer" le vieux. Quand le pli est pris... Rien à faire, même s'ils avaient su qu'un bon certificat général s'ajoutait cette constatation, forcément impliable en ces temps d'anti-tabagisme: "des poumons comme un



débile! Mais comme la médecine peut toujours se tromper, je touche du bois quand même.

Fier comme un miraculé, faisant la nique à mes ex-Cassandres de la Barbade, je pus participer à la mi-janvier à un congrès serein et sans histoire, où il faut dire qu'on notait bien des absences. Les partis sont ainsi faits, le nôtre en tout cas, qu'après les grands dévouements, c'est comme une sorte de lendemain de la veille.

Nous reprimes donc le chemin du sud où j'eus enfin le loisir de me reposer tout bonnement, comme un homme normal. Au fond de moi-même, y avait-il pourtant quelque chose de changé, de secrètement fêlé par l'in vraisemblable avalanche de coups durs qu'on avait essayés? C'est l'observation que devait me faire, plusieurs mois après, une de mes plus proches et perspicaces collaboratrices, me disant qu'on m'avait vu à ce moment-là commencer à manifester un certain détachement.



Le Soleil, Yvon Mongrain

## Une vision de la crise

♦ (...) Si je ne m'abuse, notre gouvernement fut le premier à prendre ainsi le taureau par les cornes. Non pas que nous fussions plus perspicaces que d'autres, tout bonnement nous n'avions pas le choix. Même les forces dont nous étions le plus fiers achevaient de se transformer en faiblesses. Ces prodigieuses PME qui, depuis 77, nous avaient permis d'établir des records de croissance s'étaient mises à tomber comme des mouches, laissant sur le pavé un nombre de plus en plus effarant de travailleurs. Une foule d'entre elles, faisant partie d'une "garde montante" encore toute jeune et pauvre en capital, avaient dû se financer à grand renfort d'emprunts, et l'escalade vertigineuse des taux d'intérêt leur caissait les reins.

Affolés comme des pompiers aux prises avec une conflagration incontrôlable, nous avions donc lancé bien avant les Fêtes un SOS à Ottawa, puisque ces taux meurtriers de 18, 19 et parfois même au-delà de 20 pour cent, c'était de la qu'ils partaient. Mais tant que le Québec est seul à crier, on fait toujours la sourde oreille. Ce n'est qu'au bout de deux longs mois, une fois que l'alerte générale eût sonné par tout le Canada, que fut enfin convoquée, en février 82, une conférence fédérale-provinciale sur l'état d'urgence...

C'est avec surprise que nous avions constaté en arrivant que, selon toute apparence, le vrai maître du gouvernement canadien n'était plus Pierre Elliott Trudeau mais un puissant manitou du nom de Gerald Bouey. Président de la Banque centrale, c'est ce manipulateur de masses monétaires qui s'obstinait de mois en mois, comme l'araignée dans sa toile, à nous tisser cette politique aveugle qui menaçait d'étouffer complètement la vie économique.

Je revois la rencontre où Trudeau, se donnant une allure de simple spectateur, nous laissa discuter en vain avec son gourou. Aucun argument ne parvenait à entamer l'indifférence olympienne avec laquelle Mr. Bouey semblait voir disparaître tant d'entreprises et tant de gens se retrouver sans emploi du jour au lendemain.

— C'est l'inflation qu'il faut d'abord enrayer, répétait-il inlassablement.

A l'entendre, le prix de l'argent devait donc se maintenir loin au-dessus des taux américains afin d'empêcher la flambée qu'on devait redouter avant toute chose.

— Fort bien, répondions-nous, mais ce chômage qui, lui, flambe déjà en dévorant tant d'activités et tant d'espoirs, n'est-il pas tout aussi redoutable? Sans compter qu'il est tout simplement inhumain de ne pas...

— Je vous l'accorde, de répéter l'oracle, mais l'inflation d'abord.  
— Fort bien, mais pourquoi des taux tellement plus élevés que ceux de nos voisins? Ne pourrait-on les laisser descendre un peu de cette strato-

sphère où tout le monde est en train de s'asphyxier? Il faudrait un peu plus de temps pour réduire l'inflation. Et puis après? En n'employant que le marteau, on finit par jeter la maison par terre au lieu de la réparer. Il y a plein d'autres outils dans le coffre...

— Mais pensez également au dollar...

Justement, nous y pensions. Je ne sais plus lequel, de Peter Lougheed ou moi, osa le premier proférer la suprême hérésie.

— Eh bien, parlons-en du dollar. Au lieu de le maintenir lui aussi bien au-dessus de sa valeur, aidons-le plutôt à trouver un plancher qui lui convienne. Ça pourrait être 75, peut-être même 70 cents!

La réaction de notre interlocuteur, traduisant un mélange d'horreur et d'amusement, me fit penser à celle que les grandes personnes réservent au garnement qui laisse échapper une énormité. La discussion n'alla pas plus loin. Nous avions évoqué l'inconcevable: un dollar canadien qui aurait en quelques mois perdu environ quinze ou seize pour cent de son poids! Et qui aurait donc affiché la relative maigreur, insuffisante encore aujourd'hui, qu'il atteignit finalement par la suite mais bien trop tard. Je ne donne qu'un seul exemple de ce que d'autres surent faire. C'est à l'automne de cette même année que la Suède, sans même se soucier d'y aller par étapes, pratiqua très précisément l'opération que nous avions proposée.

(...) Superbe incarnation de tout cela. Trudeau avait assisté avec un visible ennui au long et stérile affrontement entre son homme qui savait tout et nous qui n'y comprenions rien. A quoi songait-il de cet air absent? Aux voluptés toutes récentes des combines constitutionnelles? Ou peut-être à ces nouveaux coups de Jarnac que lui et les siens venaient de nous donner sous la forme de deux projets de loi spécialement odieux — l'un qui visait à entraver le développement sensationnel, et abusif puisque québécois, des activités de la Caisse de dépôt, et l'autre, plus ridicule qu'insultant, où l'on prétendait exproprier au profit de Terre-Neuve un "corridor" à travers tout notre territoire! C'était au point que j'en venais à me dire que l'économie, pour ces gens-là, c'était comme tout le reste: ça ne les intéressait qu'à condition de leur fournir en même temps une chance de nuire au Québec. J'exagérais. Si peu. Aussi est-ce sans illusion que je leur quêtai tout de même un peu de notre argent fédéral afin de bonifier les mesures de soutien de l'emploi auxquelles nous étions à mettre la dernière main. Si l'on refusait d'abandonner la ruineuse obsession monétaire, ne daignerait-on au moins nous aider à en atténuer les effets? On nous fit entendre que nous n'avions qu'à nous arranger avec nos troubles. Nous ne pouvions décidément compter que sur nos propres moyens...

Mais ce ne fut là, en fin de compte, qu'un à-côté de la crise. Tellement à côté qu'on en sortit avec l'impression d'avoir vécu deux ou trois jours hors du monde réel...

## La curée

♦ (...) Le goût de le faire, cependant, voilà qui était déjà plus compliqué. Oui mais... Oui, très certainement, le goût de faire campagne et d'essayer de reprendre le terrain perdu, je le ressentais toujours, avec celui de mener à terme tout un lot de projets qu'on nourrissait déjà — ou qu'on découvrirait en cours de route. Mais...

Mais dans mon for intérieur, en tâchant de m'y plonger sans ménagement, croyais-je vraiment que ce serait possible? D'aucuns, j'en étais fort conscient, étaient persuadés qu'un ou une autre aurait plus de chance, face au nouvel-ancien chef libéral, de redorer la précieuse "image". Il me fallait admettre qu'ils n'avaient pas nécessairement tort; d'autant moins que l'idée m'était apparue bien avant comme une carte à jouer quand la situation l'exigerait. Ce qui pourtant emporta le morceau, ce fut plutôt la façon dont ça se passait et qui allait d'ailleurs empirer: ce chassé-croisé de petites hargnes soigneusement anonymes, de lettres ou de communications, souvent bien orchestrées, où l'on me disait de fort belles choses tout en m'invitant à mots plus ou moins couverts à commencer, n'est-ce pas, à y songer... La plupart me laissaient, bien sûr, le privilège de choisir le jour et même la saison, mais non sans rappeler que le temps passait. Le tout me donnait de plus en plus la nausée; laquelle disparut aussitôt ma décision prise. Quelle meilleure preuve que c'était bien la bonne!

J'allais donc accrocher mes patins. Pourquoi diable ne pas l'avoir fait ou du moins annoncé tout de suite? La question m'est souvent posée. Or il me semble que la réponse va de soi, à condition de se replacer dans le contexte. (...)

(...) Bon. Passé le budget, que restait-il à faire?

En feuilletant le petit carnet tout éculé que je traînais à ce moment-là, je retrouve d'abord le fouillis dans lequel sombrerait inévitablement l'agenda. Sur le papier la semaine commençait dans l'ordre, mais en deux heures on se retrouvait comme d'habitude dans une vraie caserne de pompiers — les jours où ça chauffe.

Appels au secours, visiteurs imprévus et forcément de la plus haute importance, députés rageurs aux prises avec la "machine", quotidienne période de questions-pièges, perpétuel va-et-vient entre Québec et Montréal (la route 20, un de mes moindres regrets), trop rares escalades dans le comté, et puis, à peine apaisée qu'aussitôt recommencée, la guérilla que se livrent et continueront à se livrer joyeusement les ministères mi-tiens, à propos de tout et de rien.

Ces projets aussi qui tiennent à coeur et qui ne semblent aboutir que pour glisser de nouveau entre les doigts. Un seul exemple: la salle de l'Orchestre symphonique. Après cette première pelletée de terre qui signalait l'imminence de la mise en chantier, combien d'heures de discussion, combien de coups de fil, et de chicanes et de rafistolages allait-elle encore nous coûter, au maire Drapeau et à votre serviteur! A propos, où en est-on aujourd'hui?

"P'tite bière" pourtant que tout cela, à côté de la contestation interne qui reprenait de plus belle. Et si bêtement parfois que j'en venais à un cheveu d'oublier ma ferme résolution et de tout planter là.

Ce jour en particulier où nous parvint un rapport sidérant sur la bonne marche des conventions pour le choix des candidats: "autorisées et... reportées sur demande ferme" dans six comtés dont ceux de trois ministres... "Difficultés à faire avancer les dossiers dans les régions: Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, Capitale nationale, etc."

C'était du blocage systématique. Laisant prévoir un grand total d'une vingtaine de candidats pour la fin de juin — alors que les libéraux, si j'ai bonne mémoire, en alignaient déjà une centaine.

Pas très encourageant "aussi bien pour moi, dis-je au caucus suivant, que pour celui ou celle qui va me remplacer éventuellement". A huit mois tout au plus du scrutin, probablement moins, c'était en fait suicidaire. Jamais depuis 1970 on n'avait vécu pareille impréparation. Mais l'on avait beau crier casse-cou, il n'est pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre. Car c'était voulu, planifié dans les coins par des gens qui n'avaient plus d'autre but que d'amener qui l'on sait à partir. Quitte à risquer, en perdant un temps précieux, de se détruire eux-mêmes, ce qui allait effectivement se produire dans certains cas. Bref, ils creusaient leur propre tombe en croyant s'occuper de la mienne! Je faillis le leur dire, mais ils ne m'auraient pas cru.

J'avouerais surtout que je commençais à m'en fiche pas mal. Face à tout ce beau manège, je me sentais après tant d'années redevenir observateur...

## Les laïcs dans l'Eglise

# Le difficile partage du pouvoir

**Depuis des siècles, la classe sacerdotale a tenu tous les pouvoirs dans l'Eglise. Tout se passait comme si le pape, au sommet de la pyramide, se trouvait plus près de Dieu que les laïcs, à la base. Un ordre des choses de plus en plus remis en question et sur lequel les évêques canadiens se sont penchés la semaine dernière, à Ottawa, en préparation du prochain synode. Jean Martel a assisté à cette remise en question.**

♦ La session d'étude que les évêques canadiens ont tenue à Ottawa il y a quelques jours sur les laïcs dans l'Eglise a montré qu'il y a là un champ ouvert à toutes les possibilités. Les progrès autant que les retours en arrière sont possibles. Cette session a mis aussi en évidence l'ambiguïté du prochain synode qui aura lieu à Rome en 1987: peut-on tenir un synode sur les laïcs sans qu'ils aient une voix sinon prépondérante, du moins égale à celle des évêques?



par  
**Jean  
MARTEL**

L'enjeu, qui place l'Eglise catholique dans une situation inconfortable mais qu'on reconnaît plus ou moins clairement, c'est la place qui revient aux laïcs dans l'Eglise. Ou, pour dire les choses autrement, comment doit se faire le partage des fonctions et des responsabilités entre les laïcs et les clercs.

Pendant des siècles, la classe sacerdotale a tenu tous les pouvoirs, et la forme pyramidale de l'Eglise a favorisé cet état de choses: le pape, occupant le sommet de la pyramide, se trouvait pour ainsi dire plus près de Dieu que les laïcs qui occupaient la base.

Différents phénomènes ont entraîné une mise en question de ce système: le concile Vatican II qui a présenté l'Eglise comme le "peuple de Dieu" dans lequel tous sont égaux en vertu de leur baptême, l'esprit démocratique qui, en Occident, a amené la participation d'un plus grand nombre de personnes à la chose publique, la diminution du nombre de prêtres qui a permis

aux laïcs d'occuper des fonctions d'où ils étaient autrefois exclus...

Mme Marie Gratton-Boucher, théologienne laïque de la faculté de théologie de l'université de Sherbrooke, faisait remarquer dernièrement que le fond du problème, c'est le lien qui relie sacerdoce et pouvoir dans l'Eglise.

"Accepter de débattre de ce point majeur, a-t-elle dit, c'est potentiellement, pour les clercs, renoncer à un fief, à une hégémonie. Mais, c'est du même coup faire grimper leur cote de crédibilité, eux qui affirment que leur seul et unique souci est de servir".

Cette question n'est pas seulement théorique; elle a un côté très pratique. En bref, jusqu'où peut-on considérer le laïc comme une des voies de responsabilité dans l'Eglise? Par exemple, pourquoi un laïc ne pourrait-il pas être à la tête d'une paroisse? Pourquoi toutes ces restrictions concernant la prédication effectuée par des laïcs, le baptême administré par les laïcs ou encore les mariages présidés par des laïcs? Ce sont pourtant là des points reconnus par l'Eglise, mais on sent qu'il y a une hésitation à confier ces ministères aux laïcs.

### Un danger

Mais, au coeur de ces hésitations, il y a un danger que les évêques ont bien perçu: si le laïc devient une voie de responsabilité dans l'Eglise, les vocations sacerdotales et religieuses vont diminuer ou plutôt vont continuer à décroître sans cesse. L'attrait de l'expérience laïque risque de porter un dur coup aux vocations.

Cette perspective jette un vent de panique chez certaines autorités diocésaines. Et cela se comprend: quand on a toujours conçu le clergé comme l'épine dorsale de l'Eglise, on a de la difficulté à voir les choses autrement.

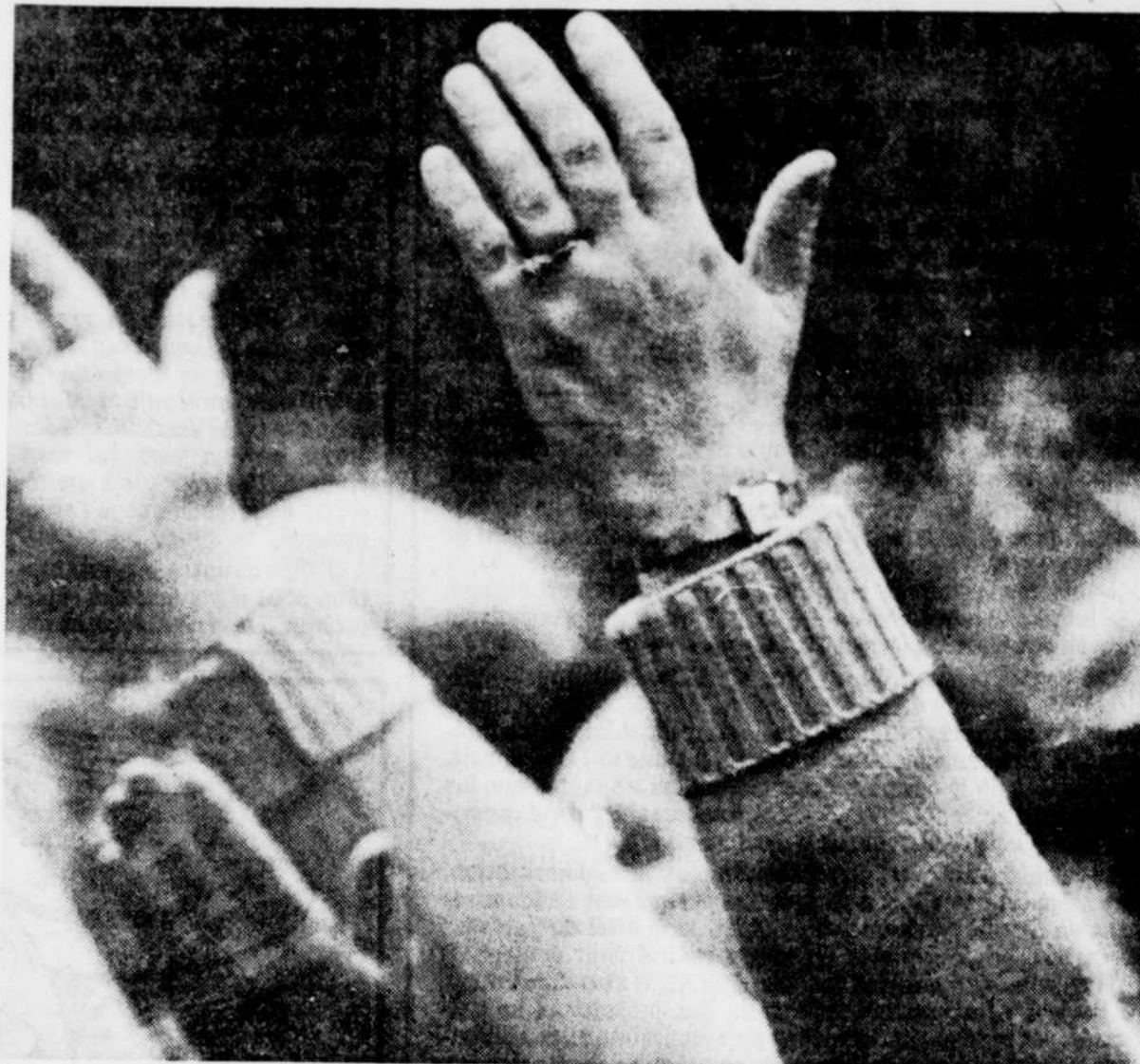
Bien sûr, on pourra toujours reprocher aux laïcs leur faible empressément à prendre leurs responsabilités dans l'Eglise. Une femme qui participait à la session des évêques canadiens à Ottawa a bien répondu à ce reproche: "Quand on a toujours considéré les laïcs comme des chrétiens de troisième zone, il est difficile de leur demander maintenant. Peu ont la formation nécessaire et osent s'avancer jusqu'à la ligne de front".

Cette état d'esprit reflète une réalité qui a duré des siècles et qui a encore l'écorce bien solide: complètement écartés des fonctions de leadership dans l'Eglise, les laïcs désertent les églises. Ceux qui restent sont en majorité des fidèles passifs plutôt que des partenaires actifs. Cependant, une minorité de chrétiens n'acceptent pas ce statu quo.

Ce sont eux qui envahissent les facultés de théologie au point de surclasser en nombre les grands séminaristes. Ce sont eux qui dans des services d'animation pastorale, dans des conseils de pastorale ou de petites communautés de base sont en train de changer les choses. Ils ont pris à la lettre le devoir que leur a fait le Christ de proclamer le salut. Ils considèrent ce devoir comme l'affaire de tous les baptisés.

L'accusation qu'on pourrait leur lancer, c'est de se s'occuper uniquement du domaine religieux et de négliger le monde bien concret dans lequel ils vivent: la famille, le travail, la politique... Pour simplifier les choses à l'extrême, on leur reproche de s'occuper trop des sacrements et pas assez de la justice.

L'accusation, qui provient de milieux cléricaux ou proches des clercs, porte à faux. Comme l'a rappelé M. André Beauchamp dans la revue Relations (numéro d'octobre



Des mains tendues... du bas de la pyramide.

Le Soleil, Raymond Lavoie

1986), le propre des laïcs, c'est de vivre "dans le monde".

Ce n'est pas parce qu'ils font de l'animation pastorale dans une paroisse qu'ils perdent le sens du quotidien et de l'expérience concrète. Au contraire, ils demeurent toujours attachés à l'expérience que Beauchamp appelle "séculière". Il n'y a chez les laïcs aucun désir de devenir des "démoclercs".

### Les femmes

Au problème du laïc s'en ajoute un autre: celui de la place et de la fonction des femmes dans l'Eglise. La session d'étude des évêques à Ottawa a abordé cette

question. On se souvient que l'Eglise canadienne a été une des seules à revenir sur cette question au cours des derniers synodes romains.

La place qui sera réservée aux femmes a comme l'effet d'un aiguillon, parce que leur statut dans l'Eglise les confine à l'état laïc. Les hommes, eux, peuvent toujours devenir clercs. La reconnaissance de leur travail dans l'Eglise revêt une importance d'autant plus grande que sur dix laïcs actifs neuf sont des femmes.

L'animation pastorale dans les paroisses, la préparation des enfants aux sacrements, l'enseigne-

ment de la catéchèse, l'adhésion à des communautés de base, voilà des domaines où elles se trouvent en grand nombre. Leur participation à des niveaux plus élevés de la vie de l'Eglise aura donc valeur de signe pour tous les laïcs.

Cependant, cette question ne suscite pas le même intérêt dans les différents pays du monde. L'Eglise romaine est traversée de courants sinon contradictoires, du moins d'intensités diverses.

Quoi qu'il en soit, la clef du problème de la place des laïcs dans l'Eglise est peut-être de dépasser les catégories de "clerc" et de "laïc". Le synode de l'an prochain ira-t-il jusque là?

## La Commission d'enquête paralysée à Sainte-Foy

# Peut-on questionner sa police?

**Ce n'est pas tous les jours que le citoyen peut mettre le nez dans les affaires de "sa" police. Il se trouve même des juges pour prétendre que toute action tendant "à ternir son image doit être réprochée comme contraire à l'intérêt public". Le droit québécois condamne-t-il nos policiers à être "des citoyens au-dessus de tout soupçon"? Louise Lemieux fait état des embûches qui guettent les commissions d'enquête.**

♦ Pendant deux mois, les témoignages publics sur le corps de police de Sainte-Foy ont défrayé la manchette des journaux. Le tout-Québec ne parlait plus que de l'incurie de l'état-major, de la hargne des policiers, de la hardiesse des révélations sur la vie intérieure du corps de police. Après l'accalmie estivale, ce fut la guérilla juridique des cadres de la Ville de Sainte-Foy pour faire cesser les travaux de la commission. Me Guy Bertrand, leur avocat, a gagné une première manche de la bataille. Une seconde se prépare devant la Cour d'appel.



par  
**Louise  
LEMIEUX**

Depuis le premier jour de l'enquête publique de la Commission de police à Sainte-Foy, le débat est dans l'air: des enquêtes publiques, qui écorchent au passage des réputations, ternissent l'honneur, ou s'immiscent dans la vie privée mais qui recherchent la "vraie" vérité, ont-elles leur place dans une société démocratique qui s'est donné une charte pour mieux protéger les droits de ses membres? Par ailleurs, resserrer les règles de preuves de ces commissions d'enquête, n'est-ce pas, en fait, les bâillonner?

### Comblant un vide

Tout procès devant les tribunaux se veut très respectueux de l'individu. Jusqu'à la fin du procès, l'accusé est présumé innocent. C'est à la Couronne de prouver la culpabilité de l'accusé. Ce dernier n'a pas du tout à prouver son innocence et rien ni personne ne l'o-

blige à témoigner dans sa propre cause. Notre système judiciaire repose sur un mode accusatoire.

Des règles très strictes régissent le déroulement d'un procès.

Le oui-dire, par exemple, (lorsqu'un témoin rapporte devant le tribunal ce qu'un autre lui a raconté), est inadmissible.

Un témoin ne peut non plus donner son opinion sur les gens ou les événements reliés au crime. Souvent, ses réponses aux questions de l'avocat doivent se limiter à un "oui" ou à un "non". Il n'est pas rare de voir un témoin à la barre se faire clouer le bec par une autre question, l'explication de son "oui" coïncée entre la tête et la gorge.

Un événement en explique souvent un autre, mais devant une cour de justice, ce processus naturel de démonstration est inacceptable. Les faits non pertinents à la cause sont inadmissibles. C'est ainsi, par exemple, qu'un avocat de la Couronne ne peut se servir de la cuite d'il y a trois semaines pour démontrer que l'accusé avait de bonnes chances encore une fois d'être ivre au volant.

Bref, les règles de preuves sont tellement strictes, qu'au cours d'un procès, on a souvent l'impression que tout n'est pas dit, qu'une partie de la vérité reste dans l'ombre.

La présomption d'innocence de l'accusé est sauve. Cela doit être. Mais la justice et la vérité sont-elles toujours bien servies?

Les choses se passent autrement à la commission d'enquête. La recherche de la vérité l'emporte sur le reste. Le oui-dire est toléré, chacun a le droit d'exposer plus librement ses points de vue... en autant que tous aient le droit de se faire entendre. Et les commissaires, dans les cas plus diffi-

ciles, peuvent obliger la presse à taire un nom ou un témoignage.

La commission d'enquête remplit (ou du moins tente de le faire) le vide entre la vérité "vraie" et la vérité acceptable selon les règles de preuves du tribunal.

Alors, à quoi servira la commission d'enquête si on lui coupe son vent de liberté?

### Le mode accusatoire vs le mode inquisitoire

N'empêche que la méthode inquisitoire d'une commission d'enquête, avec ses procédés plus souples de recherche de la vérité, et ses risques plus grands de nuisance à la réputation, choque les juristes épris de libertés individuelles et fervents adeptes de la Charte des droits et libertés. Ils sont réfractaires à ce genre d'enquête aux règles de preuves par trop "relâchées". La recherche de la vérité, oui, mais pas aux dépens des principes acceptés par la collectivité.

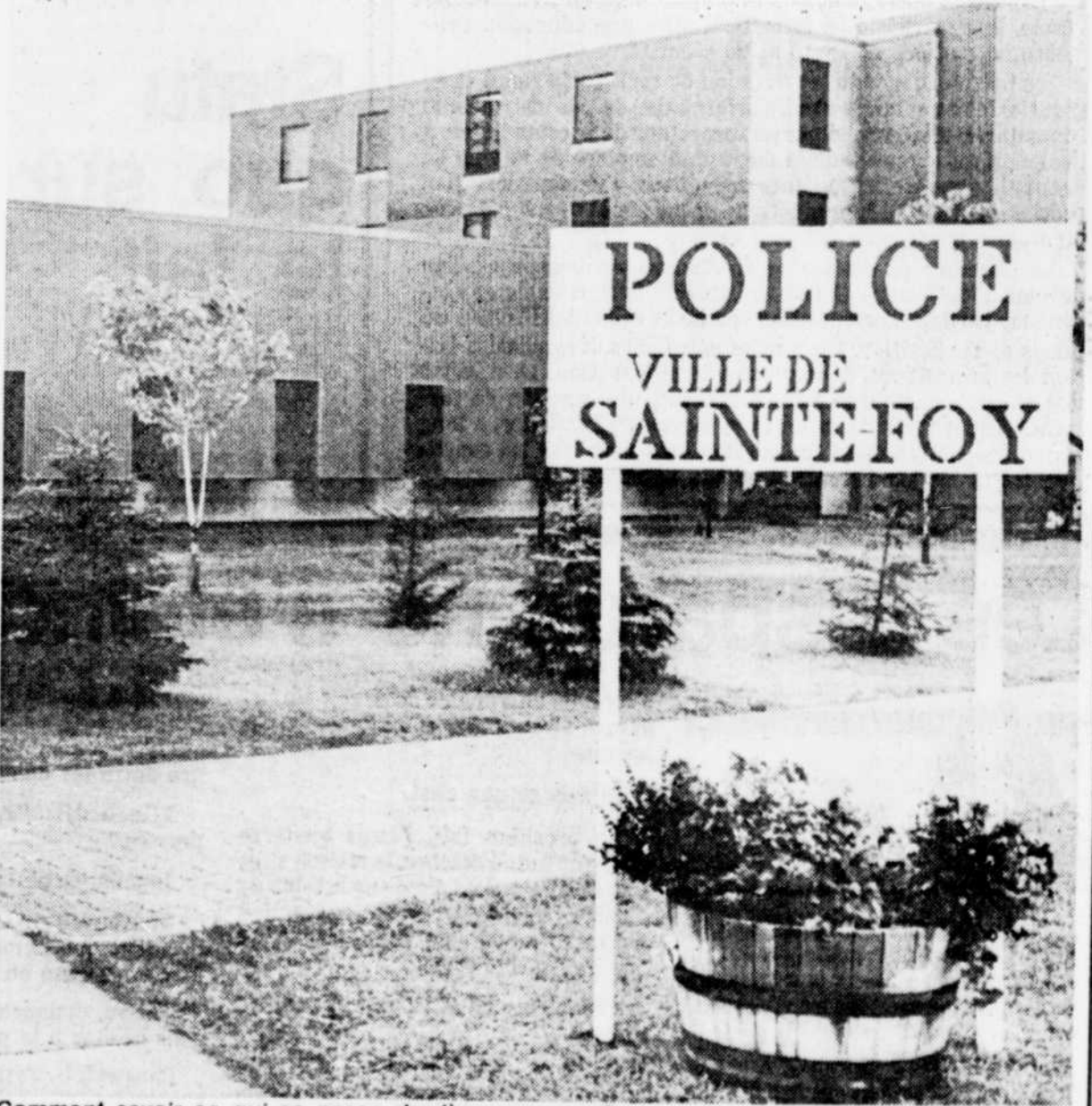
Comme le droit à la réputation.

"Toute personne a droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation", lit-on à l'article 4 de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne.

Et il n'y a pas de doute possible, la Charte prime sur toutes les autres lois. Même la loi de police.

Est-ce à dire que les commissions d'enquête vont à l'encontre de l'esprit de la Charte?

En tout cas, pas à l'encontre de la Charte canadienne. Si on en juge par l'existence de la Commission Parker qui enquête sur le comportement professionnel de l'ex-ministre canadien de l'expansion économique régionale, M. Sinclair Stevens. Il est vrai que l'article 7 de la charte canadienne, même s'il garantit à chacun "le droit à la vie,



Comment savoir ce qui se passe derrière ces murs?

Le Soleil, Clément Thibault

à la liberté et la sécurité de sa personne", ne mentionne pas pour autant le droit à la réputation, comme la québécoise.

Mais au Québec, notre charte prime.

### Changer la loi

Au ministère du solliciteur-général, Gérard Latulippe, on s'affaire à rajouter la Loi de police, ses pouvoirs d'enquête y compris. Le branle-bas juridique de l'enquête sur le corps de police

de Sainte-Foy a été suivi de près par le comité qui se penche sur cette loi. Au printemps prochain, le projet d'amendement à la Loi de police devrait être prêt.

En attendant, rien ne va plus à Sainte-Foy. L'enquête sur le corps de police est annulée. Mais pas les problèmes.

La mairesse Boucher a promis de les régler, le solliciteur Latulippe est prêt à l'appuyer dans sa démarche. Mais quand le public

connaîtra-t-il la vraie nature du mal qui rongé ce corps de police depuis plus de 10 ans?

Les commissaires Raymond Boily et Jacques Dufort ont peut-être manqué de discernement dans la conduite des audiences publiques à Sainte-Foy, mais est-ce une raison pour supprimer l'enquête? Les policiers sont-ils à ce point au-dessus de tout soupçon qu'on ne pourrait plus leur poser de question?

# LA PAGE EDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Editeur  
JACQUES-G. FRANCOEUR  
Redacteur en chef et Editeur adjoint  
ALAIN GUILBERT

Président et directeur général  
PAUL-A. AUDET  
Directeur de l'information  
GILBERT ATHOT

Vice-président et trésorier  
CHARLES-A. POULIN  
Directeur de l'édition  
JACQUES DUMAIS

## Un trou à combler et à prévenir

La Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) traîne un épouvantable déficit accumulé de \$2 milliards. Un déficit que les employeurs voudraient ajouter à ceux des gouvernements et des régimes publics de retraite comme si les générations futures devaient obligatoirement porter le fardeau des mauvais calculs de leurs prédécesseurs.



par  
Vianne  
DUCHESNE

La CSST vit des heures sombres et la complexité de ses difficultés se résume facilement: de moins en moins d'argent et de plus en plus d'accidents. La vieille société paritaire de 1931 a déjà subi deux réformes, en 1980 et en 1985, mais il est évident à la lumière des retombées des lois 17 et 42 que l'organisme paragonnemental s'engouffre de plus en plus.

Les propos tenus cette semaine par la nouvelle présidente-directrice générale de la commission, Mme Monique Jérôme-Forget, le confirment. "Incontrôlable pour l'instant, cette situation doit être ramenée sous contrôle", a-t-elle dit. On connaît, par le débat de la dernière décennie, toutes les fautes que les dirigeants d'entreprises reprochent à cet organisme qui constitue leur plus grande source d'insatisfaction.

Le comité du député Reed Scowen, sur la réglementation, leur a apporté une lueur d'espoir en préconisant l'adoucissement de certains irritants. Cependant, le Conseil du patronat du Québec propose plutôt un virage radical pour contrer ce qu'il appelle les conneries des lois 17 et 42. Il s'attaque autant au mode de financement qu'à celui des prestations aux sinistrés. Ses propos sont beaucoup plus empreints de considérations financières que de soucis de solutionner équitablement les problèmes de santé résultant des accidents du travail.

La révision en profondeur du régime s'impose, mais pas dans l'optique patronale quand les employeurs demandent le partage des coûts avec les travailleurs. Ils oublient que la CSST est une assurance qui leur garantit que leurs employés, victimes d'accidents, ne pourront pas les poursuivre devant les tribunaux civils. Ils devraient calculer alors, à la lumière des primes d'assurance payées par les hôpitaux et les médecins, ce qu'il leur en coûterait pour s'assurer auprès de l'entreprise privée.

...

Les pourvoyeurs du fonds savaient pertinemment, depuis plusieurs années, que leurs cotisations ne suffisaient pas à couvrir les dépenses de la commission. Le taux moyen de \$2.50 du \$100 de salaire, l'an prochain, demeurera encore inférieur à celui de \$3.05 en Ontario. Certains Etats américains ont fait face à des augmentations beaucoup plus considérables qu'ici.

Par contre, les statistiques donnent raison aux patrons de se plaindre sur les coûts du régime nettement plus élevés au Québec qu'au Canada ou en Ontario: \$346 par travailleur ici comparativement à \$280 au pays et \$270 en Ontario. On a peut-être imposé à la CSST des responsabilités qui devraient relever d'autres services gouvernementaux, comme le soutient le Conseil du patronat.

Cependant, on oublie trop souvent que la meilleure façon de réduire le prix social et économique des accidents et des maladies professionnelles c'est d'abord de les prévenir. Les chiffres montrent des hausses de 10 pour 100 l'an dernier et de 15 pour 100 cette année à ce chapitre. Les plus touchés ont moins de 35 ans et surtout entre 20 et 24 ans. On peut donc en conclure que l'école, lieu privilégié de formation, offre une éducation déficiente en matière de santé et de sécurité.

Les patrons boudent la formation de comités de santé et de sécurité même si la loi encadre la formation de tels instruments communs. Il a été révélé par un inspecteur de la commission, à l'enquête du coroner sur la mort d'un employé de la ville de Beupré, que les travailleurs manquent d'information. Il a précisé de plus que la productivité prime sur la sécurité. Il faut bien alors payer pour les pots cassés.

La Chambre de commerce du Québec avait dénoncé, l'an dernier, l'inefficacité et l'administration incontrôlable de l'organisme paritaire, une position proche de celles des libéraux du temps de l'opposition. Les parties patronales et syndicales évitent les accusations de mauvaise administration. La réforme doit s'appuyer sur une gestion efficace, une révision de certaines dispositions de la loi et le moyen de renflouer, à long terme, les coffres de la commission sans pénaliser les contribuables ni les jeunes entrepreneurs de demain.

### POINT DE VUE

## Les disparus ne s'éteindront jamais tout à fait...



par  
Nicole  
BEAULIEU  
Collaboration  
spéciale

Il s'appelait Richard. C'était un gars solide qui inspirait confiance. Il faut déjà en parler au passé: une crise cardiaque l'a foudroyé sans avertissement aucun. A 40 ans!

La mort, quelle imposture! Richard n'était pas un intime. Une connaissance de jeunesse. Je le vois encore gravissant la côte du Sanatorium Bégin où, l'été, il travaillait auprès des malades; plus tard, il serait enseignant puis directeur d'école. La vingtaine active, vaible hockeyeur. Je l'imagine encore, les patins sur l'épaule, franchissant la porte de l'aréna municipal.

À Lac-Etchemin, la nouvelle a eu l'effet d'une bombe. Je n'ose pas imaginer la dévastation qu'elle a dû causer dans sa propre maison. Car lorsque la mort passe chez soi, c'est l'univers qui

s'écroule; on s'étonne de se voir surgir, encore vivants, des décombres. Quelle horreur!

Je sais ce que c'est.

La première fois, j'avais quatorze ans. Une nuit d'octobre, la maison s'est emplie de sanglots. Posé sur la table de cuisine, il y avait un petit cercueil blanc. Une adorable poupée de trois ans s'y était endormie.

"Réveille-toi", ordonnait sa cadette.

La mort nous était apparue sous les traits d'une blonde fillette aux yeux rêveurs. Quelle écoeuranterie! La vie valait-elle d'être vécue?

Quelques années plus tard — en octobre encore — ma soeur Marie a été emportée par la leucémie. Elle avait vingt ans. L'après-midi, un reste de braise dans le regard, elle m'avait dit: "Je suis jeune, je veux vivre". Jamais, elle ne prononçait le nom de cette bête qu'elle sentait si proche.

Ce jour-là, nous avons parlé de son bracelet-montre que le bijoutier tardait tant à réparer. Je ne comprenais pas l'insistance qu'elle y mettait. Au-

jourd'hui, je sais qu'elle voulait parler d'autre chose, de cette grande horloge qui bientôt allait éclater. Il aurait fallu lire entre les lignes.

Elle a dit: "Reste, t'es pas si pressée."

Je suis partie.

Où trouve-t-on les mots pour rejoindre ceux que la mort apâsse? Ceux qu'elle écorche en passant?

J'ai vu, dimanche dernier, tous ces gens hésiter à la porte du salon.

Chaque fois, c'est la même chose: un sentiment d'irréalité nous envahit. Tout se passe comme dans un film. On voit les figurants tendre la main, leurs lèvres bouger, des visages se crispent. On n'y peut rien. On se sent profondément stupide. On sait bien que la terre, demain, s'ouvrira pour avaler un coquillage. Et que le pire reste à venir. On sait bien que après, il y aura un lit vide, un couvert en trop, des vêtements désertés. On n'y peut rien. On se sent profondément stupide.

Alors, on sort et on s'empresse d'aller marcher. Parce qu'il faut sentir la

terre sous ses pieds. Les feuilles collent au trottoir mouillé. Bientôt, la neige abolira tout. Vivre. C'est le choix qu'on fait, mû par un vieil instinct de conservation.

Mais qu'est-ce que vivre? Le corps répond: inspiration, expiration. Le sang court dans ses veines. Systole, diastole. Le coeur bat. C'est cela, vivre.

Mais encore? Un éclair de lucidité vous traverse. Tant de choses inutiles nous encombrant. On se surprend à fredonner la complainte du phoque en Alaska: *Ça ne vaut pas la peine / de quitter ceux qu'on aime / pour aller faire tourner / des ballons sur son nez.* On opte pour l'essentiel. La substance avant l'image.

Puis, le lendemain, on se surprend à mariner dans l'angoisse pour une pécadille. On s'était pourtant promis le bonheur.

Vivre n'est pas si facile!

D'ailleurs, que feraient nos chers disparus à notre place?

Disparus? Non ce n'est pas le mot. Ils ne s'éteindront jamais tout à fait.

Car leur souvenir continué de nous habiter.

Parfois, il nous inspire la tendresse. Aujourd'hui, par exemple.

Par bribes, une berceuse de Gilles Vigneault me revient. *Ton coeur parle du temps qui fuit / sur les eaux de la nuit...*

Ce n'est plus le chant douloureux de requiem que j'entends mais le doux air de la berceuse. Fin ou commencement? Sur le cercle, ils se confondent.

Contre toute logique, on se prend à espérer que tout recommence ailleurs. Que l'esprit des morts migre pour mieux s'incarner.

Et pour se consoler de leur absence, on s'invente des contes.

On se dit que...

On se dit que par delà la banquise, un grand Phoque bienveillant attend tous ceux qui ont, dans leur jeunesse, aimé les jeux de glaces. Il fait tourner des étoiles sur son nez.

★ Nicole Beaulieu est une journaliste-pigiste de la région de Québec.

## AD LIB Wilfrid dans le lavabo...

J'ignore de quoi tout cela peut bien dépendre, mais il y a de plus en plus de gens qui croient en la réincarnation. Une manière, à ce qu'il paraît, de se faire remplacer au bâton...

Tenez, l'autre jour, une bonne femme, qui est une connaissance de ma bourgeoisie, me disait le plus sérieusement du monde que je pouvais fort bien être la réincarnation d'une personne qui a déjà vécu sur la terre. Moi, j'ai pas d'objection à remplacer quelqu'un. Mais, quand je lui ai demandé: "Vous auriez pas un nom qui vous vient à l'esprit?", ma bourgeoisie a prétendu que je l'avais insultée...

J'ai rien contre la réincarnation. Mais il me faut des explications. Il m'arrive même de me



par  
Paul  
LACHANCE

poser des questions sur la personne que je pourrais réincarner. Mais je suis toujours à bout de rien. C'est pas tant de savoir qui je me sens être. Ça, je ne le sais que trop. Mais j'ai aucun indice et encore moins de nom pour savoir qui j'étais avant...

Comment voulez-vous vivre la vie normale de la réincarnation dans de pareilles conditions. Car, si tu ne sais pas qui tu étais avant, c'est loin de t'aider à savoir qui tu es aujourd'hui. On a beau dire: "faire du

neuf avec du vieux", si quelqu'un avait la moindre idée, il pourrait au moins se servir de son expérience passée pour faire mieux la fois d'après...

C'est ça que les gens qui croient en la réincarnation ne te disent pas. Ils se contentent de banalités qui t'avancent à rien. Ce qui me fait penser qu'en matière de réincarnation, il doit y avoir des règles de base comme partout ailleurs... Il ne faut pas penser, par exemple, qu'une personne peut revenir comme ça se balader incognito sur la terre sous le seul prétexte qu'elle est morte et enterrée...

Autrement, ça risquerait d'être l'anarchie. Qu'est-ce que feraient, par exemple, des gars comme Alexandre le Grand, Léonard de Vinci, Napoléon ou

Mozart dans la peau d'un autre? Aujourd'hui, t'es même pas rendu à 50 ans que les jeunes te traitent déjà de rétro. Et avez-vous pensé à ceux qui ont déjà perdu la tête, comme Marie-Antoinette...

Non, arrangé comme c'est là, la réincarnation n'a pas d'avenir. Mais, que ça n'empêche pas les gens d'y croire... à condition qu'ils en viennent pas à en discuter avec des vaches ou des cochons...

Chez-nous, en tout cas, on préfère parler d'autres choses. A moins que je veuille mettre ma bourgeoisie dans le doute. Ainsi, l'autre jour, mon plombier est venu changer un robinet. "Qu'est-ce qui me dit, que j'ai fait à l'autre, si c'est pas Sir Wilfrid Laurier qui est en train de tripoter ton lavabo..."



### BLOC-NOTES

## Statu quo sur le lait

Le ministre québécois de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Michel Pagé, effectue un sain virage politique en maintenant intact pour un an le programme gouvernemental de distribution de lait dans les écoles primaires. Sa décision annoncée hier annule une directive de son ministère qui préconisait, à compter du 20 octobre prochain, une réduction de cinq à trois jours de consommation de lait gratuit à l'école.

M. Pagé dit avoir convaincu les "intervenants du lait" ainsi que les commissions scolaires de souscrire ou alors de se priver financièrement dans le but

de maintenir le programme. Le Québec y injectera donc \$3 millions de moins que prévu, ce qui lui permettra de subvenir partiellement aux besoins en lait de femmes enceintes en milieux défavorisés.

Si une telle concertation devient effective et durable en cette matière, il s'agira d'un progrès notable. Car bien que mis de l'avant par le gouvernement du Québec, à la fin de la précédente décennie, la santé préventive des jeunes ne doit pas demeurer un monopole d'Etat. Il apparaissait aberrant, par exemple, de voir les producteurs de lait augmenter leurs prix pour profiter du programme. De même, à quoi rimait cet-

te ristourne administrative aux commissions scolaires qui taxent déjà les contribuables dont elles sont les plus près?

D'autre part, l'idée du ministre Pagé d'évaluer les retombées globales et précises de cette distribution de lait sur la santé des Québécois est excellente. Des querelles d'écoles, médicales et autres, persistent quant aux bienfaits universels du lait. Une étude exhaustive sur le sujet s'avérerait plus convaincante que cette manœuvre improvisée pour le distribuer plus parcimonieusement en raison de strictes économies budgétaires...

Jacques DUMAIS

# QUÉBEC

## A la table de Robert Bourassa

Le bureau a été entièrement redécouvert. Le locataire précédent fumait beaucoup et les lieux avaient grand besoin d'être rafraîchis.

par J-Jacques SAMSON



Un grand mur noir impose sérieux et dignité. Un regroupement imposant de plantes vertes dans un coin de la pièce et des tableaux de maîtres ajoutent à l'impression de calme mais de froide autorité qu'on ressent en y pénétrant. L'ordre qui règne est impeccable.

En fait, on n'y trouve plus rien. Des masses de documents, rapports, journaux, revues empilées jadis la grande table de travail du journaliste mal recyclé qui occupait le bureau.

On pénètre maintenant dans celui du "président Bourassa."

Un aide de camp sert le champagne à la bibliothèque. C'est là que la table est dressée. La formule de l'émission télévisée de Janette Bertrand a fait ses preuves. M. Bourassa offre lui-même des diners-entrevues. (Aussi bien satisfaire toutes les curiosités. Au menu, mercredi: huitres, rognons, potage, cochon de lait, mousse au fraise, Chablis, bordeaux et café.

Sa collaboratrice, Jacqueline Boucher, a mis deux jours à tout préparer.

Mme Bourassa a choisi au Musée du Québec les Jean Paul Lemieux, Suzor Coté et autres qui nous entourent.

Le fumet qui s'était répandu sur tout le 3e étage du bunker de la Grande-Allée aura suffi, si c'était encore nécessaire, à effacer pour toujours tout relent de nicotine... Maintenant, "la tout n'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté..."

C'est dans ce cadre que le premier ministre a échangé, trois heures durant, avec quatre journalistes du SOLEIL.

Honte sur nous, direz-vous? Oui, je sais.

Monsieur Bourassa nous apprend coup sur coup, au fil des services, que l'octroi de la parité de l'aide sociale aux 18-30 ans est maintenant liée aux modulations de la grande réforme fiscale américaine au Canada et au Québec. Imminente, il y a six mois, elle devient aussi insaisissable qu'un mirage.

M. Bourassa dit que le dossier constitutionnel est "prioritaire quant à la démarche, mais moins prioritaire quant au résultat". Il a même ri avec nous de sa formule.

Oui, il a nommé à Hydro des supporters de son projet de la Baie James 2. Oui, il y aura toujours une place pour son ami Raymond Gagneau. Non, il n'y a rien de dramatique à perdre \$2 milliards d'Ottawa pourvu que nous ayons la moitié du gâteau que se partageront les provinces...

Nous avons gardé pour le dessert son interprétation du programme libéral en matière linguistique. La seule présence obligatoire du français dans l'affichage incarnera la priorité promise du français. Depuis près d'un an, il s'est caché derrière la cour d'appel pour ne pas divulguer ses intentions.

Il joue avec la presse et l'opinion publique comme un chat avec de la laine. Au point que quand il donne l'heure juste, comme durant pareilles entrevues, les contradictions amusent, lui et nous. Il fait partager son cynisme en quelque sorte.

M. Bourassa a devancé de loin le jeune chef péquiste qui rêve d'un régime présidentiel. Il a très souvent doublé ses ministres depuis janvier dernier: construction, constitution, énergie, aide sociale, négociations dans le secteur public, etc.

"Le pouvoir est très personnalisé au Québec, plaide-t-il, et "très, très centralisé."

Lui qui veut tout voir, tout savoir, au point de signer personnellement chaque autorisation de voyage, qui fait aussi constamment des centaines d'appels téléphoniques dans toutes les directions, dont l'instinct politique entérine tous les gestes et dicte les replis du gouvernement, il cultive bien toutefois cette personnalisation du pouvoir.

Je le devine flatté qu'on sache le constater.

Le malheur d'un tel dîner est qu'il est fort agréable pour les invités-journalistes. Bien appréciée et servie, la désinvolture a autant de savoir que les cochonnailles. On en redemande.

### LE PATRIMOINE

## Mort d'un couvent

En tant que citoyenne de Montmagny, je ne peux passer sous silence les événements qui sont survenus dans cette ville le 4 octobre dernier. Comme Le SOLEIL l'annonçait en manchette de son édition du dimanche, un immeuble historique, "le vieux couvent" comme nous disions, a été démolé sauvagement. Il s'agissait de l'un des plus beaux édifices de la ville, avec de magnifiques murs de pierres, en plein centre-ville...

Aussitôt que j'ai appris la nouvelle, samedi, je me suis rendue sur place. La moitié d'un mur était déjà éventré par une pelle mécanique qui continuait sans cesse de marteler le vieil immeuble. C'était insupportable! Dès que j'ai vu le maire, M. Gilbert Normand, je n'ai pu m'empêcher d'aller lui demander des explications. Il n'avait rien à dire:

"Avez-vous une solution?" m'a-t-il demandé. Il y a toujours une solution pour qui veut la trouver. Quand je lui ai fait remarquer que personne n'avait été averti, il m'a répondu: "Tout le monde le sait, là!"

Voilà bien le problème: tout le monde le sait, mais trop tard!...

Je suis d'accord avec l'avis de M. Marc Bouchard que vous avez mentionné dans votre article du 5 octobre: "... toutes les options n'ont pas été envisagées." Outre des logements, ce bâtiment aurait pu devenir une bibliothèque municipale, une salle communautaire; on aurait pu y aménager des locaux pour abriter des projets, une petite salle de spectacle. Que sais-je encore? un musée, comme on a fait à l'Islet-sur-Mer avec le vieux couvent!

Si vous voulez attirer des touristes, M. le maire, ce n'est sûrement pas en détruisant nos bâtiments historiques que vous allez y parvenir. On n'attire pas les mouches avec du vinaigre. Et puis les oies, elles ne sont pas là tout l'été! Mais peut-être misez-vous sur le tout nouveau restaurant McDonald's!

Decidement, les magnymontois ont été témoins d'un acte sauvage et dément. S'il a été fomenté dans le silence, c'est que les élus municipaux ont voulu éviter une opposition qui n'aurait pas manqué de se lever à l'extérieur et à l'intérieur de la ville. Sans doute s'est-on souvenu du long débat qui avait entouré la démolition de la "vieux banque". Cette vénérable maison avait été démolie tout aussi sournoisement et, en lieu et place, aujourd'hui, il y a... un stationnement en terre battue pour une dizaine de voitures!

En votant pour la destruction du "vieux couvent", le conseil municipal a agi dans l'illegalité. Je ne sais devant quelles pressions il s'est plié, mais j'espère qu'il sera puni sévèrement par les autorités gouvernementales concernées.

En ce qui me concerne, je me demande et je demande à mes concitoyens si de tels élus ont le droit de poursuivre leur mandat. Peut-on laisser les destinées de la ville entre les mains d'individus qui n'ont aucune notion de l'histoire et de la valeur du patrimoine? Curieuse aberration pour une ville qui a vu naître l'auteur de la célèbre devise: "Je me souviens!"

Denise L. Bleney Montmagny

Denise Paré Montmagny

## Se faire organiser

Le geste intempestif du conseil municipal à l'égard du vieux couvent de Montmagny me fait penser aux actes irreflexifs ou trop ambitieux de certains dictateurs célèbres.

Je croyais que la démocratie existait encore. Me voilà bien déçue de me rendre à l'évidence que les élus de la ville de Montmagny ont préféré faire passer leur point de vue personnel sous prétexte que la majorité des citoyens de Montmagny souhaitaient la démolition du vieux couvent.

Sur quoi se base le maire Normand pour oser faire une telle affirmation puisqu'à ma connaissance il n'y a pas eu de référendum ou de consultation

populaire à ce sujet mais seulement des groupes de pression contre la démolition et formulant des projets et des groupes pour la démolition?

On dit souvent que la majorité est silencieuse. Cette fois la majorité, qu'elle ait été pour ou contre la démolition, a eu tort. La majorité qui était pour la démolition a détruit un bien historique qui aurait pu devenir le plus beau musée d'histoires régionales du Québec. La majorité qui s'est tue, a eu tort de remettre l'action entre les mains de ceux qui ont le pouvoir. La preuve que lorsqu'on ne s'implique pas, on se fait organiser "royalement" (...)

Denise L. Bleney Montmagny

Denise Paré Montmagny

## La jouissance de démolir...

La chapelle des Soeurs de la Sainte-Famille de Bordeaux, construite par les pères Jésuites à la fin du XIXe siècle, chemin Sainte-Foy, près de la rue des Erables à Québec, a été démolie malgré sa beauté architecturale indéniable. (...)

Doit-on comprendre dorénavant qu'à Québec tout ce qui ne fait pas partie de la ville intramuros, site du patrimoine mondial, est voué inexorablement à disparaître?

Est-ce que maintenant, toutes les communautés religieuses, les fabriques et les paroisses du Québec seront autorisées à démolir leurs chapelles et leurs églises

sous prétexte que l'assistance à la messe diminue? Les frais de rénovation et d'entretien des temples religieux sont-ils à ce point considérables qu'il faille aussi songer à démolir des édifices somme toute en bon état et ce malgré l'existence de nombreux programmes gouvernementaux d'aide à la rénovation?

Pour le Conseil des monuments et sites du Québec, les églises, comme bon nombre de chapelles, représentent le meilleur de ce que nos aïeux nous ont légué. Ils sont dans une certaine mesure nos musées. Il presse de trouver au Québec des solutions honorables de réhabilitation des édifices

conventuels abandonnés.

Malheureusement et encore une fois nous ne pouvons que nous attrister sur un état de fait. Le Conseil des monuments et sites du Québec espère que la démolition de la chapelle des Soeurs de la Sainte-Famille de Bordeaux inspirera à l'avenir aux autorités responsables des décisions plus respectueuses du patrimoine et que les organismes concernés par la protection et la mise en valeur soient informés à temps.

La présidente du Conseil des monuments et sites du Québec... France Gagnon-Pratte Québec

## Veut-on bannir l'histoire?

Le patrimoine est né de l'histoire. On ignore l'une, l'autre disparaît. Les peuples cultivés les protègent, les conservent et les valorisent, depuis des générations, naturellement, au bénéfice de la connaissance actuelle et pour l'admiration des esprits étrangers.

Pourquoi, chez nous, sans cesse, en frustration constante, faut-il, chaque jour, un combat sans espoir, de dernière extrémité, partout? Les églises, chapelles, presbytères, séminaires, couvents, collèges, manoirs, les beaux villages, l'humble ferme de plusieurs siècles, les havres ancestraux, les accès à la mer, les promontoires et panoramas collectifs, toujours convoités par la spéculation! Ailleurs, tant de fois

bombardés, en des guerres futiles et funestes, ils furent, sans délai, sans argent, reconstitués, en architecture historique, pour des siècles, et pour le monde entier.

Bientôt, la culture officielle, politique et scolaire, ne sera plus, au Québec, qu'un vain mot. Le pire d'une propagande de musique et de médias, d'outre frontière, avilit les cerveaux, avec préméditation, pour la seule valeur d'argent. Elle détourne le coeur et l'esprit, même d'une certaine élite indifférente et passive, hélas, souvent à la remorque d'une fausse rentabilité bancaire et financière, trop immédiate et ponctuelle.

Heureusement, une fermeté vigilante et une continuité,

consecutive, du Conseil des monuments et sites du Québec, ayant suscité des sauvetages et réussi des miracles, garantissent surveillance et valorisation.

Sa récente intervention courageuse en faveur d'une protection permanente de l'accès public et de vue sur notre fleuve à tous, (et américain), mérite un appui massif.

Autrement, il n'y aura plus ni histoire ni patrimoine au berceau de la France d'Amérique. Les générations à venir n'y verront qu'un autre Etat, parmi soixante, perdu dans la culpabilité de l'oubli séculaire...

Jean A. Gagné Québec

## VOTRE PAGE

### LA SEXUALITÉ



## L'ami condom!

Il est plus que temps qu'enfin l'on fasse une plus grande promotion de l'usage du condom auprès des jeunes, qu'on le rende disponible dans les CE-GEPS, universités, autant que dans les bars et chambres d'hôtels. Les distributrices automatiques sont une bonne idée car la gêne vis-à-vis les "choses sexuelles" est un fleau aussi grand que la porno (l'autre extrême).

En ces temps où les Maladies Transmises Sexuellement sont en recrudescence, l'usage du condom peut nous éviter des coûts sociaux énormes, autant humainement qu'économiquement. De plus, le condom est un moyen de contraception sans effets secondaires (contrairement à la pilule ou au stérilet) qui fait porter aux hommes leur part de responsabilité. Tous les parents soucieux d'éviter à leurs jeunes des grossesses "catastrophiques" ou des MTS, ont intérêt à renseigner leurs jeunes sur l'usage du condom et, pourquoi pas, d'en laisser à leur disposition dans la

pharmacie familiale. Ce n'est pas lorsqu'il faudra faire un choix entre l'avortement ou une maternité trop hâtive hypothéquant la vie de deux jeunes qu'il sera temps d'y songer...

La politique de l'autruche qui fait semblant de ne rien voir tient, quant à moi, de la négligence presque criminelle. Les parents responsables ayant pour une once de sagesse doivent se tenir loin des idéologies extrémistes comme le puritanisme de l'abstinence hors-mariage ou la débilite de la porno.

Mieux vaut donner aux jeunes des moyens de faire leur propre expérience tout en évitant les dangers de catastrophes, et leur faire confiance. De cette façon, les parents démontreront à leurs enfants qu'ils les aiment pour ce qu'ils sont et non pour ce qu'ils voudraient les faire devenir, et ils gagneront leur respect. Le condom n'est pas du tout une incitation à la débauche, c'est un outil utile et pertinent.

André Michaud Québec

## Cette chose-là...

Ma lettre porte sur un sujet dont personne ne semble s'imaginer qu'il pourrait devenir désastreux. Il s'agit de la fameuse "baloune" (moyen contraceptif de l'homme). Maintenant on veut essayer de rentabiliser ces choses-là dans les cégeps et les universités. En effet, un représentant est en train d'essayer de vendre ses "balounes" dans ce genre d'établissement. Pourquoi? Question d'argent, encore tout simplement. Comme dit M. Ryan, c'est "pousser le ridicule un peu trop loin".

Nous sommes en train de devenir de vrais animaux. Que pouvons-nous faire, nous les jeunes, contre ça? Rien, le gouvernement est bien trop fort et occupe à traiter d'autres questions d'argent. N'est-ce pas, messieurs les ministres? Qu'est-ce que ça va être si ça continue comme ça? Ça va sûrement passer comme un cheveu sur la soupe.

C'est un héritage fou que vous êtes en train de nous laisser et de nous faire avaler.

Serge Montambault Québec

## Est-ce bien vrai?

(...) Un ministre québécois s'élève contre les condoms à l'école: ce serait aberrant. Est-ce vrai?

Retenons quelques faits. Les "nouveaux" problèmes de santé des enfants concernent justement les grossesses d'adolescentes et les maladies transmises sexuellement. Le nombre de grossesses d'adolescentes a augmenté dans les dernières années et il est reconnu que les grossesses en bas âge augmentent les risques pour l'enfant surtout en terme de "Bébé de petit poids" (qui eux sont à risque d'une foule de complications).

portent des risques de santé graves! Or le meilleur moyen de prévention simple contre les grossesses non désirées et contre les maladies transmises sexuellement (et le moyen le plus économique d'ailleurs), est justement le condom.

Le rendre accessible (et même gratuit) contribuerait à prévenir des complications telles que l'avortement, les infections génitales graves, etc. Bien sûr, il faut y associer l'éducation sexuelle précoce et une plus grande compréhension et respect de la sexualité de l'enfant mais c'est une autre histoire! (...)

Les maladies transmises sexuellement sont elles aussi en montée fulgurante chez les jeunes et com-

Gilles Julien, pédiatre Pintendre

### LE TOURISME

## De retour d'une Russie dépaysante et dure

Imposante par son architecture, la Russie fascine par la beauté des multi-dômes de ses cathédrales, son palais d'été à Pétrovdvoretz dont les jardins se comparent à ceux de Versailles, son musée l'Ermitage, à Leningrad, qui rivalise avec le Louvre et par d'autres splendeurs qui datent de l'époque des tsars.

Aujourd'hui, glorieuse au point de vue scientifique et sportif, mais péniblement stagnante quant à la qualité de vie de son peuple, la Russie s'impose jusqu'à l'agacement par sa propagande omniprésente.

La suspicion se sent au niveau de la population et à l'égard des touristes. Le guide qui est un employé de l'Etat est aussi un rapporteur; le touriste qu'il perd de vue parce qu'il a abandonné le groupe pour aller fureter seul en ville devient à ses yeux un suspect. Les films sont passés tant de fois aux détecteurs qu'il n'en reste que peu de choses désagréables pour le système. Les malins du groupe sont passés au peigne fin avant le départ du pays.

Aéroflot dont le tapis de l'avion

est décollé et où il manque au moins une ceinture de sécurité sait choisir ses pilotes. Ils sont bons, malgré les "minounes" qu'ils conduisent.

Intourist (agence gouvernementale) vous prend en main dès votre arrivée du vol. On vous amène dans ses propres hôtels immenses et sombres qui accueillent les touristes venus en grande partie des pays derrière le rideau de fer. Incapables de convertir leur argent, ils ne peuvent voyager que dans les pays satellites de l'URSS.

Au 23e étage, vous êtes cernés. Toutes les portes d'urgence sont fermées à clé et une surveillance fait le guet devant les ascenseurs. Des gardes se tiennent à la seule porte de sortie et vous demandent votre carte d'hôtel à l'entrée.

Les marchés en disent long sur la pauvreté et la rareté des denrées alimentaires. La viande s'apporte à moitié enveloppée et quelle viande! Cinquante personnes peuvent attendre patiemment à la file sur la rue pour un chou ou un melon d'eau qu'un camionneur décharge. Après avoir minutieuse-

ment palpé le produit, on part faire la queue ailleurs.

Il n'y a pas grand-chose à acheter dans leurs magasins à rayons. C'est démodé, cher et de piètre qualité. Des bas culotte se vendent \$10 US. Les souliers s'achètent en bousculade, souvent sans les essayer et on s'en va avec la boîte sous le bras. Le GOMU est vraiment spécial, faut le voir.

En cachette, des fûts vous proposent d'échanger leurs roubles au quart de leur valeur contre de l'argent américain qu'ils ne peuvent se procurer autrement qu'il légalement; d'autres insistent pour vous acheter vos souliers

bleus, vos vêtements colorés ou votre parfum pour leur petite amie. Il y a deux catégories de magasins, ceux à roubles pour les Russes et ceux à "currency" où le peuple n'a pas accès.

La bouffe est d'un goût douteux et bien déçu sera celui qui pense faire la fête en ville. Restaurants, bars, tout fermé à onze heures.

Les Russes se disent satisfaits du régime et les suggestions pour un mieux-être son mal vues. Ils se taisent de peur de perdre leurs privilèges comme avoir un logement avec cuisine et chambre de bain privées, l'installation du téléphone, etc.

L'évolution de la femme n'est pas évidente partout. Elle balaie la rue, entretient et arrose les parcs et les jardins publics, fait de la maçonnerie, brasse du ciment, etc.

Selon le guide, M. Gorbatchev se reposait à Yalta sur la mer Noire du travail énorme qu'il accomplit. Pas un mot de l'attentat sur sa personne. A Kiev, l'autocar a été envahi par la télévision. Le reporter a demandé ce que l'on pensait de Gorbatchev, de sa politique de paix et de sa proposition

d'arrêter les essais nucléaires pendant un an. On doute de l'exactitude de la réponse traduite en russe par le guide.

Lors de notre passage, on a remarqué, à Kiev, que des feuilles vertes jonchaient le sol. Après nous a dit que les feuilles des arbres étaient radioactives, qu'elles seraient vaporisées d'un produit chimique qui les feraient tomber en deux jours. Ensuite, on les ramasserait et on les brûlerait. Et les retomberaient?

La Russie sait envoûter. Cette fête militaire si impressionnante, un soir sur la Place Rouge. La relève de la garde qui s'avance au pas d'oie devant le Kremlin jusqu'au tombeau de Lénine. Le carillon de la tour du Sauveur sonne 10 heures dans un silence total malgré une mer de monde. Un feu d'artifice tout rouge semble embraser l'impressionnante cathédrale de Basile le Bienheureux et le ciel tout au dessus. Drole de spectacle qui vous laisse à la fois ébloui et mal à l'aise...

Jeanne d'Arc Garant Roy Québec

### N.D.L.R.

Adressez vos lettres à la Tribune des lecteurs et lectrices du SOLEIL, 390 Saint-Vallier est, G1K 7J6 (647-3368). Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit d'éditer et d'abréger ces lettres au besoin.

Forum québécois au manoir Montmorency

# Accueil chaleureux des jeunes libéraux pour John Turner

♦ **BEAUPORT (PC)** - Le chef libéral John Turner a remporté hier soir un véritable succès à l'ouverture du Forum québécois des jeunes libéraux du Canada, qui se tient au manoir Montmorency, près de Québec.

par Maurice GIRARD

Le chef du PLC a été applaudi plus d'une fois avant son entrée dans la salle où s'étaient entassés 200 jeunes libéraux qui étudieront tout le week-end certains éléments du programme libéral, dont la très importante proposition constitutionnelle.

Ovationnée à son arrivée et à sa sortie, le chef du PLC donnait l'impression d'être en campagne électorale. Nulle trace de contestation n'était perceptible. Les révisionnistes, qui avaient promis de se servir de la rencontre pour défendre leur thèse, semblaient tout à fait absents. C'est à l'unanimité que les participants se sont rangés derrière leur chef.

Le président de la Commission jeunesse Denis Coderre a d'ailleurs donné le ton résolument pro-Turner à l'ouverture du Forum en dénonçant sévèrement les révisionnistes à qui il reproche de "vomir leurs frustrations" parce qu'ils ont été "tassés" du parti ou parce qu'ils "ne font pas bien leur travail".

A plus d'une reprise, on a présenté le nouveau critique du PLC à la Chambre des Communes, Gilles Grondin (Saint-Maurice), le successeur de Jean Chrétien, qui avait annoncé la veille son appui au chef du parti.

Pendant que les délégués scandaient "Turner, Turner", le chef libéral s'avançait à la tribune en serrant les mains. Après un bref discours au cours duquel il a exhorté la jeunesse québécoise libérale à "canaliser ses énergies" dans le sens d'une réforme du parti, M. Turner a quitté précipitamment la réunion, sans accorder d'entrevues à la presse.

Il n'a pas abordé la question de son leadership au cours de son discours. Tout au plus a-t-il dit aux jeunes qu'il leur faisait confiance pour "manoeuvrer les résolutions prioritaires".

Au cours d'un brunch accueillant un millier de militants, dimanche dernier à Montréal, le chef du PLC avait alors menacé d'être "très dur" s'il le fallait envers les partisans d'une révision de son leadership.

Hier soir, la question ne semblait plus le préoccuper. "Je me sens à l'aise partout au Canada", s'est contenté de répondre John Turner en prenant place dans sa voiture. Il a feint de ne pas entendre les questions qui lui étaient posées sur d'autres prises de position hostiles à sa personne, notamment de la part du représentant du PLC-Alberta, M. Ken Munro.

Quant aux révisionnistes, ils brillaient par leur absence. Inter-

rogé par la Presse Canadienne en début de matinée, M. Denis Hudon, collaborateur de Jacques Corriveau, a soutenu que les jeunes partisans de la révision se manifesteront au cours du week-end et qu'ils réussiraient à faire élire quelques-uns des 49 délégués. Il n'a pu cependant fournir de noms, ni prédire le nombre de délégués qui seront élus.

Quant aux partisans du chef, ils affichaient une confiance imperturbable, convaincus de faire élire facilement une majorité de jeunes pro-Turner en vue du congrès de la fin novembre à Ottawa, ou on votera sur le leadership du chef du Parti libéral du Canada.

Le Forum des jeunes libéraux reprend ce matin avec l'étude de la proposition constitutionnelle de l'aile québécoise, qui fait face à une opposition de la vieille garde du parti, opposée à ce qu'on reconnaisse un statut distinct pour le Québec dans le préambule de la Constitution. ●



Le chef John Turner et la présidente du parti libéral, Iona Campagnolo.

# Ottawa n'a rien décidé au sujet de Dorval et Mirabel

♦ **OTTAWA (PC)** - Le gouvernement fédéral n'a pas pris sa décision dans le débat qui oppose les aéroports de Dorval et Mirabel, en dépit des affirmations de la ministre aux Relations extérieures Monique Landry.

Hier, le ministre d'Etat aux Transports André Bissonnette a tenu à préciser qu'il n'avait pas encore fait sa recommandation au cabinet et qu'il était donc prématuré de spéculer sur l'issue du dossier.

Un quotidien montréalais avait rapporté que Mme Landry, qui représente la région de Mirabel, avait indiqué qu'une solution "de juste milieu" allait être proposée à un comité du cabinet fédéral.

Selon elle, le ministre Bissonnette allait proposer de garder les deux aéroports en demandant des améliorations aux installations.

Pour M. Bissonnette, il s'agit de "l'interprétation d'un journaliste, faite à partir d'un mot ou deux".

"Dans le passé, Mme Landry a toujours opté pour Mirabel, c'est

normal, elle est député de ce comté. Elle n'a pas toutefois émis la position du gouvernement", a soutenu M. Bissonnette.

"Avant les neiges"

Récemment, le ministre disait espérer "avant les neiges" une décision dans ce dossier en suspens depuis plusieurs années. Ottawa fait face à deux puissants lobbies. L'un appuie Mirabel et désire qu'on y transfère tous les vols internationaux pour donner à cet aéroport déficitaire sa vocation internationale originale. L'autre groupe prétend que mettre un frein au développement de Dorval, qui a besoin d'agrandissements, met en péril tout le tissu industriel qui s'est établi, à cause de l'aéroport, dans cette partie de la métropole.

Hier le ministre Bissonnette n'a guère semblé impressionné par l'appui donné à Mirabel par une dizaine de députés libéraux du Québec. La vice-première ministre Lise Bacon et le titulaire de l'Education Claude Ryan, député d'Argenteuil, se trouvaient aussi sur les lieux de la conférence de presse. ●

# LA PERCÉE SONY CHEZ EATON

Vous cherchez un nouveau téléviseur ou magnétoscope? Venez chez Eaton durant la percée Sony et examinez bien leurs nouveaux appareils. Des images superbes, des couleurs vivantes, des sons dynamiques et d'autres caractéristiques de pointe les placent dans une classe à part! Ajoutez à cela la garantie de 5 ans de Sony (forte jusqu'au 3 janvier 1987) sur les téléviseurs Trinitron plus les prix spéciaux chez Eaton... vous n'hésitez plus!

À prix spécial! Téléviseur Trinitron 51 cm Sony prêt pour son stéréo - télécommande

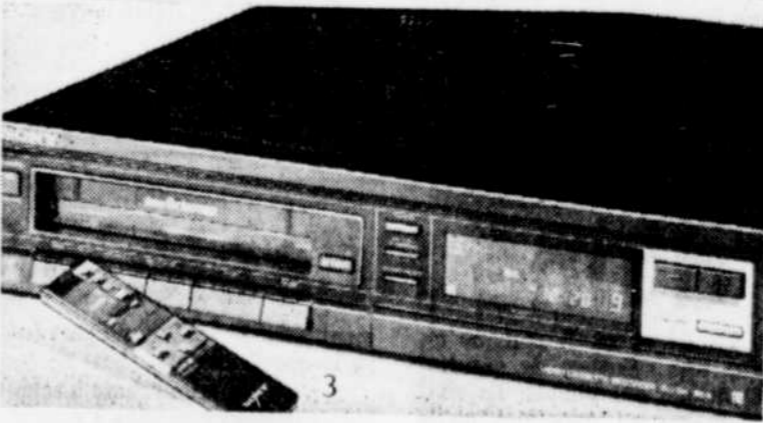
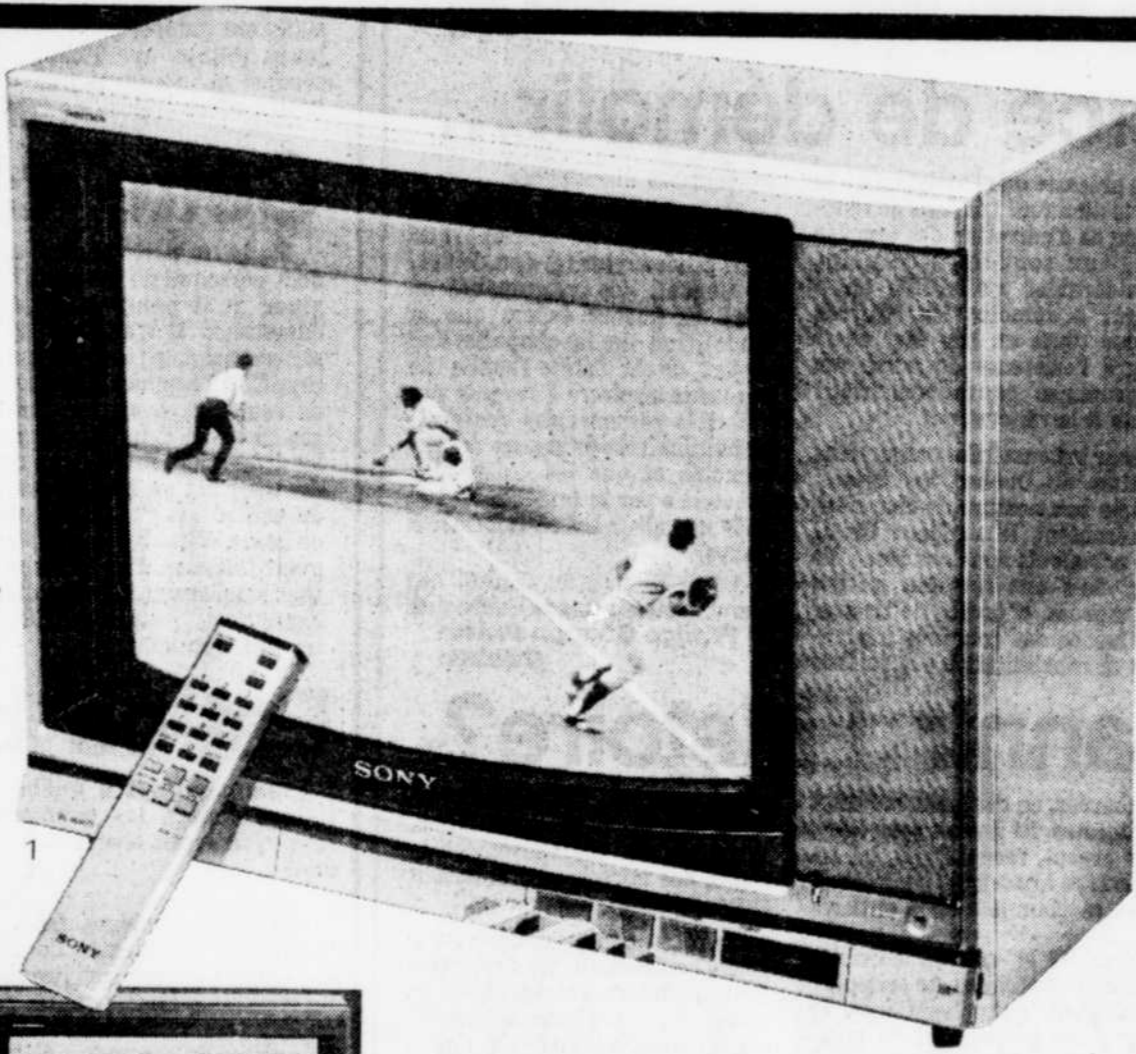
1. Le tube-image 'MirrorBlack' reflète 1/3 de plus la lumière ambiante que les écrans traditionnels offrant ainsi des couleurs plus naturelles. Télécommande; syntonisation prête pour le câble et le son stéréo avec prise MPX pour décodeur; entrée pour ordinateur personnel. Modèle KV1972R.

699<sup>99</sup> ch.

À prix spécial! Téléviseur 'Microblack' XBR Trinitron Sony 71 cm stéréo avec télécommande et base Sony assortie

2. L'écran ultra plat 'MicroBlack' apporte une précision exceptionnelle, augmente le contraste et réduit les reflets. Décodeur stéréo MTS intégré; syntonisation prête pour le câble; affichage à l'écran; minuterie sommeil; enceintes latérales pour un vrai son stéréo. Modèle KV2780R. Base Sony modèle SU203 comprise.

1 799<sup>99</sup> l'ens.



Magnétoscope 'SuperBetamax' Sony à prix spécial!

469<sup>99</sup> ch.

3. Le système 'SuperBetamax' de Sony rend l'image jusqu'à 20% plus précise que les magnétoscopes conventionnels. Dispositif de repérage 'Betascan/Beta Sipscan'; cadrage de l'image; télécommande sans fils; prêt pour le câble; minuterie pour l'enregistrement de 5 émissions durant une période de 7 jours. Modèle SL100.

EATON accepte les cartes de crédit: Visa, MasterCard, American Express, et les chèques personnels.

Une vraie tradition! Satisfaction garantie ou argent remis. Voilà ce que Timothy Eaton écrivait dans les années 1890 et qui devait changer beaucoup de choses. En effet, la garantie argent remis était très peu connue à cette époque. Aujourd'hui, cette tradition est toujours aussi vivante et ce, pour tous les magasins Eaton, d'un océan à l'autre. Sans oublier le service offert à nos clients qui est toujours de première qualité. Voilà pourquoi vous pouvez nous visiter en toute confiance!

# EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

GALERIES CHAGNON 833-7744

PLACE STE-FOY 653-9331

GALERIES DE LA CAPITALE 627-5811

## « L'ÉTÉ INDIEN »

sur les ondes de la radio communautaire à Québec

CIHW 100,3 CKRL 89,1

**Samedi** 16-00  
19:00 CIHW  
Spectacle variétés avec les auteurs-compositeurs attikameks et montagnais

**Dimanche** 12:00 CKRL  
La réalité autochtone  
• Discrimination et droits de la personne.  
• Témoignages de non-indiens ayant vécu en milieu autochtone.

16:00 Spectacle de clôture avec:  
• Les chanteuses de gorge inuit.  
• Florent Volland, Claude McKenzie et Jean-Yves Fontaine.  
17:15 CIHW CKRL  
Émission spéciale: Les grands moments de « L'ÉTÉ INDIEN »

LE SOLEIL

Pour la première fois à Québec  
**FORMATION CHARLAND INC.**  
présente un

## SÉMINAIRE SUR LA CRÉATIVITÉ

le 20 OCTOBRE 1986  
au Château Bonne-Entente, à 19 heures.  
Venez vivre une expérience unique!  
Comme le nombre de places est limité, réservez tôt.  
Faites parvenir vos noms et numéro de téléphone accompagnés de votre chèque de 45\$ à:

**FORMATION CHARLAND INC.**  
1550, Terriot, Québec, Qc G2E 3T1  
Tél.: 872-1242

Solarium Québec est à même de vous offrir une superbe pièce faite d'aluminium et de verre isolant, qui ajoutera un cachet particulier à votre demeure en vous permettant d'agrémenter tout votre intérieur.

**Solarium Québec INC.**

**VISITEZ NOTRE SALLE D'EXPOSITION**  
Au 1245, boul. Talbot, Stoneham

848-0155

"Les Maîtres en construction de serres et verrières"

# Rapport Lalande sur l'application de la loi 101 Moins de bureaucratie et plus de sensibilisation pour imposer le français

♦ MONTREAL (PC) - Le nouvel organisme responsable de l'application de la Charte de la langue française devrait consacrer l'essentiel de ses énergies à soutenir et conseiller les entreprises disposées à mettre en oeuvre ou à poursuivre leurs efforts de francisation.

par Rollande Parent

Telle est l'une des recommandations du groupe de travail dirigé par M. Gilles Lalande mandaté à la mi-juin dernier par la vice-première ministre, Lise Bacon, pour revoir les structures administratives des six organismes liés à l'application de la loi 101 ou travaillent quelque 400 fonctionnaires.

Le rapport Lalande souhaite que le nouvel organisme, un condensé de l'Office, du Conseil et de la Commission de la langue française, en soit un de service, de support et de conseil aux dirigeants d'entreprises.

"Nous ne voulons plus quant à nous de francisation sur papier, ni de francisation à la baguette. Nous voulons plutôt d'une francisation communément recherchée, imaginative, et qui soit l'oeuvre de tous", peut-on lire dans le rapport.

En conférence de presse hier, M. Lalande, a tenu à attirer l'attention sur le fait que son rapport ne modifiait aucunement les chapitres de la loi 101 sur l'affichage, la langue du commerce et des affaires, et le processus de francisation des entreprises.

Ce qu'il propose comme virage, c'est un mode d'intervention moins bureaucratique et moins rigide d'où seront absentes les procédures tracassières, explique-t-il, et l'établissement de programmes de francisation "taillés sur mesure".

M. Lalande évoque alors des programmes de sensibilisation et d'information susceptibles de faire naître chez les dirigeants d'entreprises ou l'usage du français est timide, le désir de changer la situation.



M. Gilles Lalande: la francisation n'est pas la seule affaire des francophones.

### Une structure unique

"Il importe de réaliser que donner un sens, infléchir des orientations, inciter à l'action, ça ne se décrète pas, surtout en matière linguistique", écrivent les auteurs du rapport.

Il découle de cette recommandation de créer une structure unique, que le personnel de l'Office, du Conseil et de la Commission de la langue française travaillera dorénavant au nouvel Office et que, conséquemment, deviendra superflue une bonne partie du personnel de l'administration, des communications et des conseils juridiques.

Pour sa part la Commission d'appel de francisation des entreprises disparaîtra (selon le rapport, aucune cause ne lui a jamais été soumise) et les appels pourront être entendus en Cour provinciale.

La Commission de toponymie du Québec demeure mais sera dorénavant rattachée au ministère des Affaires culturelles alors que la Commission d'appel de la langue d'enseignement demeurera sous la responsabilité du ministre de l'Éducation.

Autre élément qu'il importe de souligner: la composition du conseil d'administration du nouvel organisme sera modelée sur celui de l'actuel Conseil de la langue française.

Il comportera au plus 12 membres nommés par le gouvernement après consultation.

"La francisation n'est pas la seule affaire des francophones", a soutenu M. Lalande qui propose que les associations socio-culturelles, les organismes syndicaux, les associations patronales, les milieux de l'enseignement et les communautés culturelles y délèguent deux membres chacun.

Deux dirigeants de l'Office y siègeraient également.

Pour en venir à ces recommandations, le comité Lalande a rencontré les présidents en exercice des principaux organismes chargés de l'application de la Charte, le Bureau de Commerce de Montréal, le Centre de linguistique de l'entreprise, la Chambre de Commerce du Québec, la Centrale des Syndicats démocratiques, la CSN et la FTQ, (pas la CEO) le Conseil du Patronat du Québec.

# SUPER CARNAVAL



## OUVERT DE 9H À 18H LUNDI, JOUR DE L'ACTION DE GRÂCES



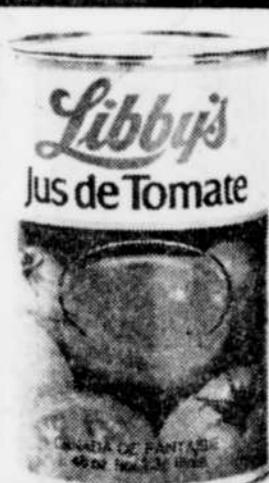
**POULET SURGELÉ**  
Catégorie utilité  
2 à 4 lb  
2.14kg

**.97** /lb



**MÉLANGE À SOUPE**  
Lipton  
Super Nouilles  
Bte de 1 enveloppe

**4/1.00**  
TANT QU'IL Y EN AURA



**JUS DE TOMATE**  
Libby's  
Bte de 1,36 litre

**.69**  
TANT QU'IL Y EN AURA



**FROMAGE EN TRANCHES**  
Crescent  
24 tranches  
Emb. de 500 g

**2.39**  
TANT QU'IL Y EN AURA



**CRÈME GLACÉE**  
Alaska  
Cont. plastique de 2 litres

**1.49**  
TANT QU'IL Y EN AURA



**MÉLANGE À GÂTEAU**  
Betty Crocker  
Super moelleux  
Bte de 510 g

**.99**  
TANT QU'IL Y EN AURA



**MÉLANGE POUR CROUTE À TARTE**  
Brodie XXX  
Bte de 490 g

**.99**  
TANT QU'IL Y EN AURA



**POMMES DE TERRE**  
Du Québec  
Canada No 1  
Sac de 50 lb  
Idéales pour conservation

**4.49**



**PEPSI-COLA OU SEVEN UP**  
Rég. ou diète  
Bout. consignées  
6 x 750 ml

**2.29** + dépôt

Prix en vigueur à compter du lundi 13 octobre 1986

Les prix de Super Carnaval tels qu'ils apparaissent ici, ne sont pas des prix spéciaux. Vous pouvez en bénéficier tous les jours. Ils seront maintenus tant que nos sources d'approvisionnement nous le permettront. Prix en vigueur à tous vos Super Carnivals de la région de Québec. Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement. Le texte prévaut en tout temps.

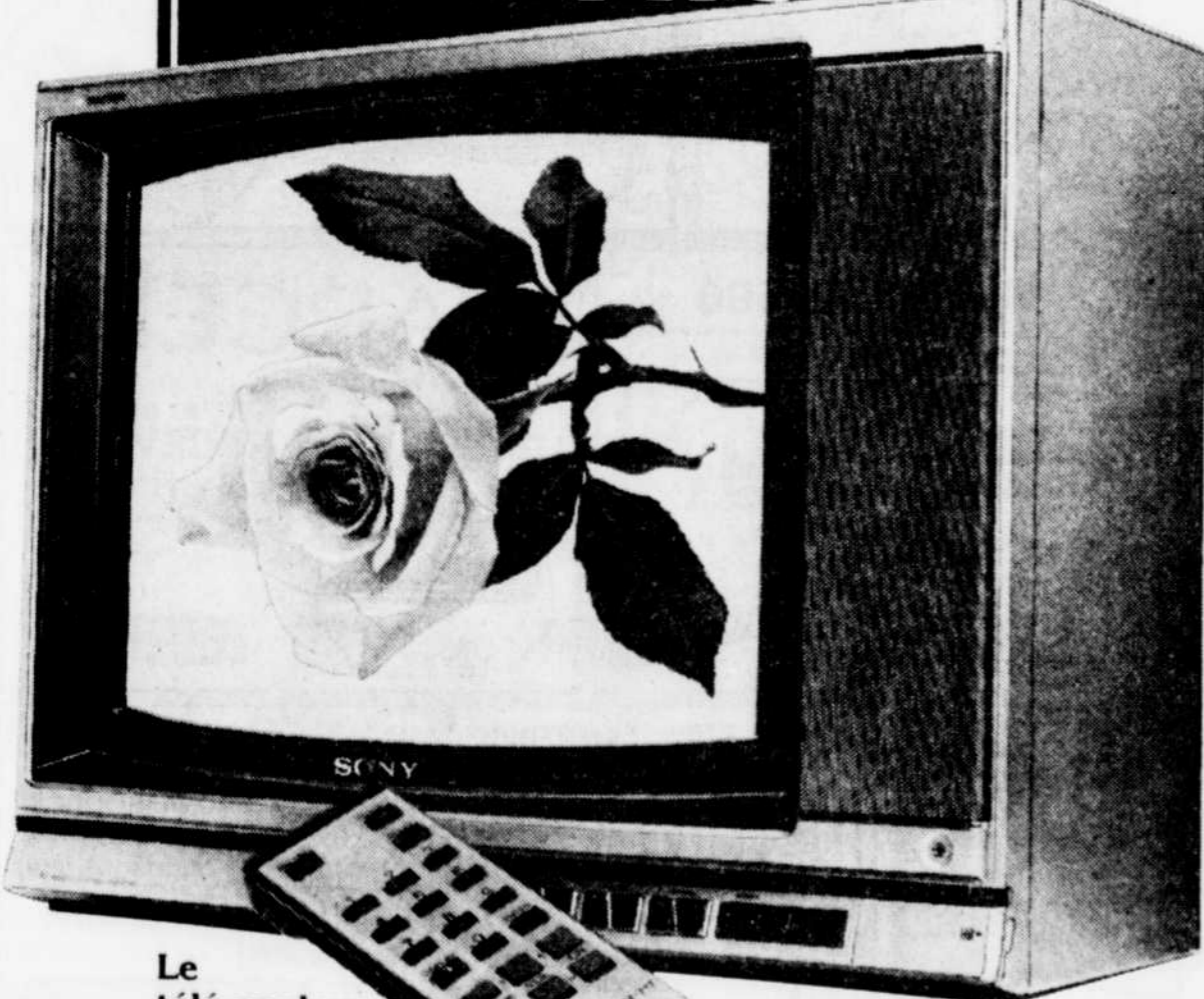
**HEURES D'OUVERTURE:**  
Lundi au mercredi: 9h00 à 18h00  
Jeudi et vendredi: 8h30 à 21h00  
Samedi: 8h30 à 17h00

**BEAUPORT** LÉVIS NEUFCHÂTEL  
Carrefour Place Carrefour  
Beauport Carnaval Neufchâtel

**JAMAIS PERSONNE N'A MENÉ UN SUPERMARCHÉ COMME NOUS**



sélectronic  
ça sent l'neuf!



Le télé-couleur RECONNU

**699\$**  
GARANTIE 5 ANS

Lorsque l'on pense télé-couleur, l'on pense **SONY!**  
Une réputation établie sur la perfection et la fiabilité, une qualité d'image supérieure, un boîtier élégant, un appareil sans problème, doté des plus récents développements technologiques. Écran 20", câble sélecteur intégré, contrôle à distance infra-rouge multi-fonctions, sélection de canal directe ou par balayage. **Garantie de 5 ans**, pièces et main-d'oeuvre.

**SONY, pour les inconditionnels**

Venez sentir

*Au 600 Belvédère*  
**683-2525**

# JEAN COUTU



**QUÉBEC** • Place Fleur de Lys • Carrefour Les Saules • 2090 boul. Ste-Anne • 1455 chemin Ste-Foy  
**NEUFCHÂTEL** • Carrefour Neufchâtel  
**STE-FOY** • Place des Quatre-Bourgeois  
**CHARLESBOURG** • 8940 boul. Henri-Bourassa  
**LÉVIS** • 24 Charles-A Cadieux Place Carnaval  
**BEAUPORT** • Carrefour Beauport

**1\$ ÉCONOMISEZ 1\$**

**A l'achat d'une boîte de couches jetables Pampers**  
 Format 32, 36, 40, 48, 54 ou 60  
 au choix Prix avec ce coupon-rabais

**Pampers 7.99** PRIX SANS CE COUPON-RABAIS 8.99

**Recevez gratuitement 5 bavoirs jetables Jean Coutu**

**BAVOIRS JETABLES DISPONIBLE BIBS GRATUIT**

**1\$**

Présentez ce bon à la caisse PJC Jean Coutu. L'offre est valable du 12 au 18 octobre 1986. Pour remboursement, postez à: H.A. Watts, B.P. 2140, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1H1.

**PAMQ 986**

**Personnelle**

**HUILE POUR BÉBÉS**  
 Format 225 ml

**1.59\***

**ECONOMISEZ PLUS DE 35% SUR LE PRIX PJC**

**Personnelle**

**CURE-OREILLES PLASTIQUE**  
 Format 180

**180**

**.69\***

**HEINZ**

**ALIMENTS EN PURÉE OU JUS TAMISÉS POUR BÉBÉS ASSORTIS**

**3** (à l'exception des dîners à la viande)

**99** Format 128 ml

**HEINZ** Aliments Pour Bébé

**HEINZ** Aliments Pour Bébé

**JOHNSON'S**

**SAVONS POUR BÉBÉS**

**GRATUIT**

**Johnson's savon pour bébés**

**FORMAT BONI 3 + 1**

**.99\***

**JOHNSON'S**

**POUDRE POUR BÉBÉS**

**FORMAT BONI 500 + 200 g**

**2.49\***

**JOHNSON'S**

**SHAMPOING POUR BÉBÉS**

**FORMAT BONI 450 ml + 100 ml**

**2.59\***

**ENFALAC**

**PRÉPARATION POUR NOURRISSONS Régulier ou avec fer**  
 Format 425 ml

**36.99** (cse) **AU CHOIX**

**PLAYTEX**

**SACS JETABLES POUR BIBERONS**  
 Format 100

**3.39\***

**CIGARETTES**  
 de marque populaire  
 Carton régulier ou King Size

**21.09**

**TABAC À CIGARETTES** (marques populaires)  
 200 g **9.69**

**TUBES À CIGARETTES** Jean Coutu  
 Format 200 **.99**

**LAIT MATERNEL**

**SIMILAC**  
 425 ml **36.79** la caisse de 24  
 945 ml **32.99** la caisse de 12

**ISOMIL**  
 425 ml **44.69** la caisse de 24  
 945 ml **36.29** la caisse de 12

**SMA**  
 385 ml **37.69** la caisse de 24  
 945 ml **16.99** la caisse de 6

**La Cuisine à OFFRE SENSATIONNELLE son meilleur!**

Jusqu'au 8 novembre 1986

**BATTERIE DE CUISINE 9 PIÈCES** **74.95**

**CHAUDRON 1 3/4 PINTÉ AVEC COUVERCLE** **special 12.99**

**POËLON 10"** **special 16.99**

**1\$ ÉCONOMISEZ 1\$**

à l'achat de serviettes hygiéniques avec ou sans désodorisant

**CAREFREE** Format 30 à l'achat de serviettes hygiéniques assorties

**2.49** PRIX SANS CE COUPON

**SURE & NATURELLE** Maxiprotection

**2.87** PRIX AVEC CE COUPON

**3.87** PRIX SANS CE COUPON

Présentez ce bon à la caisse PJC Jean Coutu. L'offre est valable du 12 au 18 octobre '86. Pour remboursement, postez à: Johnson & Johnson, C.P. 3000, St-Jean, N.-B. Est. 413. **0436153H**

**ECONOMISEZ 200 SUR LE PRIX PJC**

**CENTRUM FORTE**  
 VITAMINES ESSENTIELLES

**6.99\***

**FORMAT BONI 100 + 30**

**SURBEX - 500**  
 Régulier, avec fer ou avec zinc.  
 Format 100

**5.97**

**MARCELLE**

Avec tout achat de 10\$ et plus de produits MARCELLE

**RECEVEZ EN PRIME**  
 une crème hydratante 50 ml

Quantité limitée Valable du 12 au 18 octobre 1986

**HERTEL**

Nettoyeur tout usage, lave et brille et Nettoyeur Plus

Format 909 ml

**3.29\***

**SILKIENCE**

**2.49\*** **AU CHOIX**

**SHAM-POING OU REVITALISANT ASSORTIS**

**FORMAT BONI 300 ml + 150 ml**

**5.89\***

**ALPHA KERI**

HUILE POUR PEAU SECHE

Format 480 ml

**CREST** DENTIFRICE AVEC POMPE

Savours assorties

Format 100 ml

**1.57\***

**EVIAN**

EAU DE SOURCE NATURELLE

Format 1.5 litre

**.89\***

**Ouvert 7 jours, 7 soirs, tous les week-ends** **ÇA C'EST RASSURANT**

**★ Limite 3 par client**  
**★ Valable du 12 octobre au 18 octobre 1986**

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Spéciaux valides au comptoir seulement. Si un article venait à manquer dans une succursale, n'hésitez pas à demander un bon de garantie de prix "Mille Excuses". Le texte prévaut en tout temps. Illustrations à titre indicatif seulement. Mille excuses, la loi nous défend de vendre certains produits identifiés par une étiquette vert lime dans nos succursales, lundi, mardi, mercredi après 18h, jeudi, vendredi après 21h30, samedi après 17h et le dimanche, sauf Ontario et Nouveau-Brunswick. Pas de vente aux marchands. EN RAISON DE LA LOI 59, LES PRODUITS IDENTIFIÉS PAR ▲ NE SONT PAS DISPONIBLES DANS LES PJC SUIVANTES: BLAINVILLE, ST-HILAIRE, ST-HILAIRE, BAIE COMEAU, BEAUPORT, CÔTE VERTU, LÉVIS, NEUFCHÂTEL, 1990, MT-ROYAL EST (MTL), CAP-DE-LA-MADELEINE ET ST-LAMBERT.



M. Marcel Masse, ministre fédéral de l'Énergie.

## Masse a exigé plus de francophones dans son ministère

♦ OTTAWA (PC) - Le ministre fédéral de l'Énergie, M. Marcel Masse, a exigé de ses hauts-fonctionnaires que désormais ils recrutent plus de francophones et qu'ils modifient les habitudes linguistiques de ce ministère. L'utilisation du français comme langue de travail y serait, à son avis, trop largement ignorée.

Selon des informations obtenues par le quotidien Le Devoir, le ministre Masse, outré par la part congrue faite aux francophones et au français, a exigé dès son arrivée à ce ministère, l'été dernier, des changements qui soient rapides. Ce qui aurait suscité certaines incompréhensions, sinon des résistances au sein du ministère.

Selon Le Devoir, les changements requis par le ministre portent tout d'abord sur la présence de francophones dans le ministère. Aux niveaux supérieurs et professionnels, ceux-ci sont nettement sous-représentés et il a demandé des modifications rapides à un problème sur lequel le Commissaire aux langues officielles s'est penché à plusieurs reprises. Il s'agirait, selon lui, du seul moyen qui permette une utilisation accrue du français.

M. Masse aurait subi, en arrivant à ce ministère, une sorte de choc culturel lorsqu'il a constaté que comme ministre francophone il ne pouvait que difficilement fonctionner en français. ●

## Le président de Brascan voulait aider Stevens par "sympathie"

♦ TORONTO (PC) - C'est par "sympathie" pour M. Sinclair Stevens que le président de la société Brascan s'est mis en quête de fonds pour une compagnie du ministre, au moment même où ce dernier nommait des représentants de Brascan au conseil d'administration de la Corporation de développement des investissements du Canada, chargée de la privatisation de certaines sociétés de la Couronne.

Témoignant à l'enquête sur les allégations de conflits d'intérêts soulevées contre le ministre, hier, M. Trevor Eyton a expliqué sa "sympathie" par le fait que M. Stevens entrerait au cabinet alors que la société York Centre (appartenant à M. Stevens) éprouvait des difficultés.

Le ministre, à ce moment, avait placé ses intérêts en fidéicommis sans droit de regard, et il lui était interdit de s'occuper de York Centre.

Pour M. Eyton, M. Stevens occupait un poste de service au public et il n'était pas juste qu'il su-

bisse des pertes financières à cause de cela.

Sans en parler au ministre, a-t-il souligné, il a donc cherché de l'aide pour York Centre auprès de courtiers en investissements qui, à cette époque, essayaient d'obtenir le contrat d'administration des ventes de sociétés de la Couronne au secteur privé.

### Fierté

M. Eyton s'est dit fier, d'un autre côté, de la participation d'hommes d'affaires de Brascan à ces ventes de sociétés de la Couronne, comme administrateurs de la Corporation de développement.

"Je crois, a-t-il déclaré, que c'est une chose bonne et saine qu'il y ait un échange entre le secteur privé et le secteur public."

Parmi les allégations évoquées contre M. Stevens, l'une veut qu'il ait transformé en "terrain de chasse privilégié" pour le groupe Brascan (société de gestion de l'empire financier Bronfman) la mise en vente des sociétés de la Couronne au secteur privé. ●



M. Trevor Eyton, président de la société Brascan.

## VOS DÉPLACEMENTS NOUS INTÉRESSENT...

La CTCUQ procède, cet automne, à une enquête sur l'ensemble des déplacements effectués à l'intérieur du territoire de la région de Québec.

Entre le 29 septembre et le 5 décembre, 25 000 foyers de la Rivière-nord et de la Rivière-sud de Québec, seront rejoints par téléphone. Les appels sont faits entre 18h et 22h, du lundi au vendredi.

Un feuillet d'information, distribué préalablement au domicile de chacun des foyers interrogés, leur expliquera les objectifs de l'enquête et le contenu de l'entrevue téléphonique.



**CMA**  
La Corporation professionnelle des Comptables en Administration Industrielle du Québec, section de Québec.

Premier dîner-causerie  
Saison 1986-1987

Le mardi 21 octobre 1986, à l'Auberge des Gouverneurs, 3030, boulevard Laurier, Ste-Foy, Québec.

M. Paul Gobeil, Président du conseil du trésor. Sujet: Révaloriser le secteur privé.

Le prix d'entrée est de \$20.00. Vous pouvez vous procurer des cartes en téléphonant à M. Roger Bédard, C.M.A., à 661-7430 ou auprès des membres du conseil d'administration. (Ann.)

**CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE SAINTE-FOY ENR.**

Dr Claude Boulanger, M.D., C.S.P.Q.  
Dr Jacqueline Carignan, M.D., C.S.P.Q., F.R.C.S.(C)  
Dr J.-R. Clément, M.D., C.S.P.Q., F.R.C.S.(C)  
Dr C. Duquette, M.D., C.S.P.Q., F.R.C.S.(C)  
Dr Lise Garand, M.D., C.S.P.Q., F.R.C.S.(C)  
Dr J.-L. Lavalée, M.D., C.S.P.Q.

**OPHTALMOLOGISTES**  
Maladies des yeux, examen de la vue, orthoptique

**VERRES de CONTACT**  
(Lentilles spéciales)

(EDIFICE BELCOURT, BUREAU 210),  
2590, BOUL. LAURIER, STE-FOY  
**SAINTE-FOY**  
**653-6655**

## LES BOURSES RICHARD J. SCHMEELK (CANADA)

Créées grâce à la générosité de Richard J. Schmeelk, directeur exécutif de Salomon Brothers, compagnie de placement de la ville de New York, ces bourses ont deux fins:

augmenter la compréhension mutuelle des anglophones et des francophones au Canada;  
améliorer les relations entre le gouvernement et le monde des affaires.

### CHAMPS D'ÉTUDE

Les bourses seront accordées pour des études d'une durée de deux (2) ans (au niveau de la maîtrise) dans des champs tels que l'administration ou le commerce, l'administration publique, les sciences appliquées ou les sciences sociales (v.g.: sciences politiques).

### NOMBRE ET MONTANT DES BOURSES

Un maximum de quatre bourses (au niveau de la maîtrise), chacune au montant annuel de 12 000 \$ pour deux ans, seront attribuées à des candidats francophones qui s'inscriront à l'Université Western Ontario et à des candidats de langue anglaise qui s'inscriront à l'Université Laval.

Les candidats doivent être citoyens canadiens ou résidents permanents. On accordera la préférence aux candidats adultes qui auront accumulé une expérience à plein temps de trois années consécutives à l'emploi du gouvernement ou d'une entreprise.

Pour obtenir des renseignements additionnels, les personnes intéressées doivent s'adresser au:

DEAN OF GRADUATE STUDIES The University of Western Ontario London N6A 5B8	ou au	DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DES GRADUÉS Université Laval Pavillon Jean-Charles-Bonenfant Québec G1K 7P4
---	-------	---

Announcement publiée et payée par la direction des Bourses Richard J. Schmeelk (Canada)

## RICHARD J. SCHMEELK CANADA FELLOWSHIPS

Funded through the generosity of Richard J. Schmeelk, managing Director of Salomon Brothers, investment Bankers of New York City, the Fellowships have two purposes:

To improve understanding between French-speaking and English-speaking Canadians;  
To enhance working relationships between the business community and government in Canada.

### FIELDS OF STUDY

To support candidates entering a two-year Master's Program in Business Administration or Commerce, Public Administration, the Applied Sciences (e.g. Engineering), or the Social Sciences (e.g. Political Sciences).

### VALUE AND NUMBER OF AWARDS

Up to four fellowships (Master's Level), each in the amount of \$12 000 per annum for two years, will be awarded annually, to French-language candidates who will take their fellowships at the University of Western Ontario, and to English-language candidates who will take their fellowships at Laval University. Candidates should be Canadian citizens or landed immigrants.

Preference will be given to mature candidates with three years' consecutive experience in government or business.

For more complete details contact:

DEAN OF GRADUATE STUDIES The University of Western Ontario London N6A 5B8	or	DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DES GRADUÉS Université Laval Pavillon Jean-Charles-Bonenfant Québec G1K 7P4
---	----	---

This advertisement is published and paid for by the Richard J. Schmeelk Canada Fellowships

**CBI**  
INC.

FABRICANT DE GARAGES EN TOILE SYNTHÉTIQUE ET ACIER GALVANISÉ DE TOUTES DIMENSIONS.

Portiques et passages — Abris et housses de tout genre

## VENTE ET LOCATION

Estimation gratuite à domicile

Ouvert jeudi et vendredi soir, ainsi que samedi

En démonstration dans le mail est de Place Laurier 651-6993

**837-8863**

A compter de **459\$** 9' x 16' taxe et installation en sus

C'est toujours plus beau en dessous!

**C.B.I. inc.**  
21, Montcalm, Lévis  
G6V 6P5 - C.P. 3250

## La Banque d'Épargne PRÊTE

# ARRÊT

## Prêt-auto à taux réduit jusqu'au 15 novembre

Vous magasinez présentement pour un prêt-auto? Ne perdez plus votre temps et économisez votre argent. Jusqu'au 15 novembre, La Banque d'Épargne prête à taux réduit que vous soyez client de La Banque ou non.

- Aucune restriction sur les modèles de voitures qu'elles soient neuves ou d'occasion.
- Tous les termes de remboursement sont possibles, de 12 à 60 mois, à taux variable ou à taux fixe.
- Tous nos prêts comportent automatiquement une assurance-vie.

Faites votre demande ou transférez votre prêt actuel dès aujourd'hui.

La Banque d'Épargne accepte même les demandes de prêt par téléphone.

# 10,9%\*

La banque personnelle

**LA BANQUE D'ÉPARGNE**

Carrefour Neufchâtel • Place des Quatre-Bourgeois • Carrefour Beauport  
842-6510 654-1381 661-8060

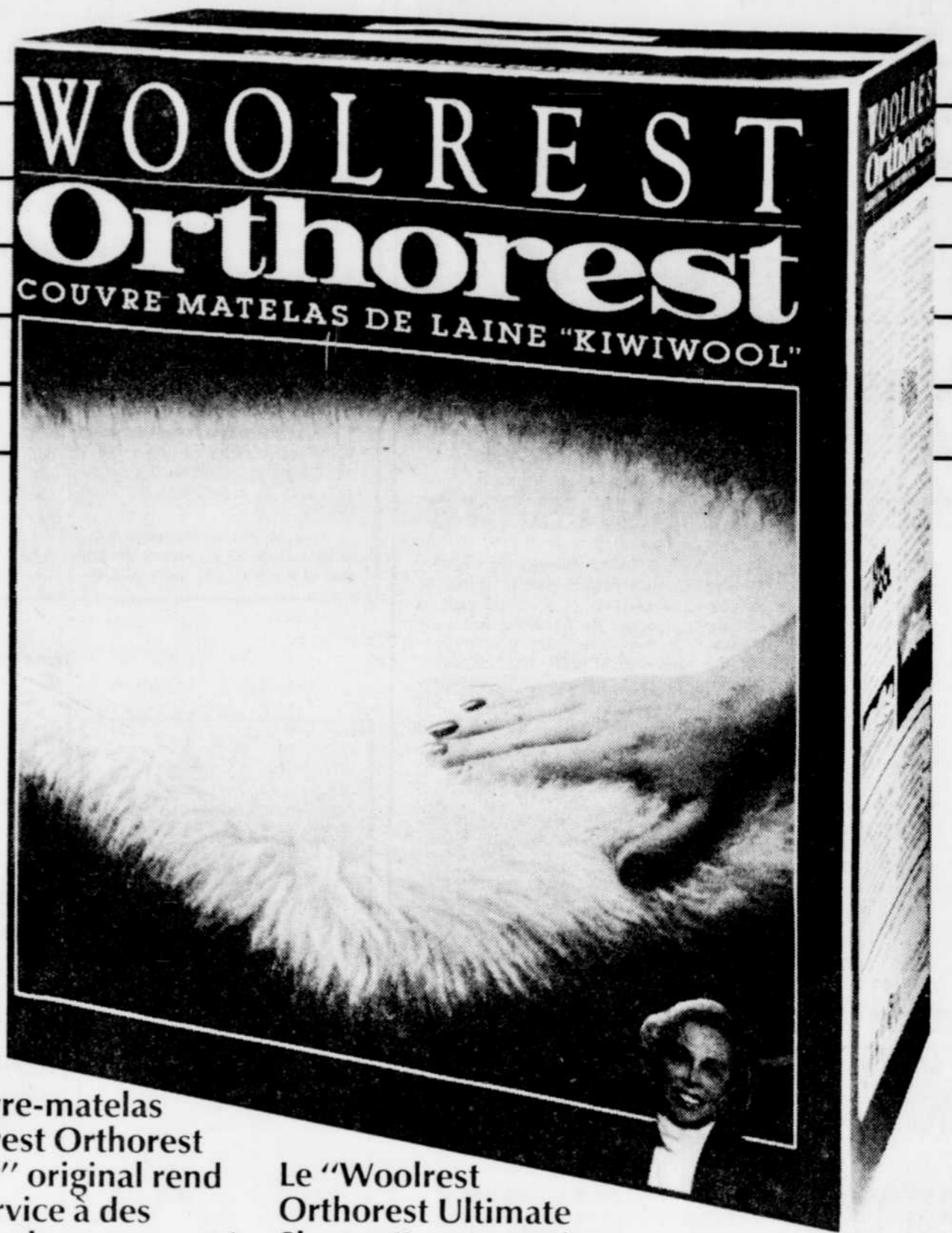
\*Prêt à taux variable. En vigueur le 13 octobre 1986.

# VOICI LES NOUVEAUX COUVRE-MATELAS "ORTHOREST SLEEPERS"

DE WOOLREST...

SOMMEIL PLUS CONFORTABLE  
OU ARGENT REMIS... C'EST GARANTI!

OFFERTS SEULEMENT  
CHEZ EATON



"Bien avant qu'on ne me demande de faire la publicité du "Woolrest Sleeper", j'en avais acheté un et j'en étais très satisfaite. Je dors mieux que jamais. Non seulement je m'endors plus facilement, mais je me réveille aussi beaucoup plus reposée."

**Docteur Joyce Brothers**  
Psychologue de réputation mondiale

Confectionné en Nouvelle-Zélande, le couvre-matelas "Woolrest Orthorest Sleeper" est de la meilleure qualité qui soit! Il est fait de pure laine vierge. Placez-le entre le matelas et le drap housse, où il tient solidement en place grâce à 4 bandes élastiques, fixées aux 4 coins.



Les nouveaux "Woolrest Orthorest Sleepers" sont offerts en 2 niveaux de confort!

Le choix vous est donné! Procurez-vous le "Woolrest Orthorest Sleeper" original, dont profitent déjà plus d'un million de personnes aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Nouvelle-Zélande et en Australie, ou bien achetez le luxueux "Woolrest Orthorest Ultimate Sleeper", spécialement conçu pour vous donner un maximum de confort.

Seuls les "Orthorest Sleepers" de Woolrest sont faits de pure laine vierge de kiwi...

Une race spéciale de moutons. Leur toison aux fibres de laine plus longues et plus tournées, donne aux "Orthorest Sleepers" cette peluche douillette exclusive à Woolrest. La laine de kiwi possède une texture douce et naturelle qui donne l'impression que vous couchez sur un coussin d'air: le poids de votre corps étant en effet distribué plus uniformément. De plus, les propriétés isolantes de la laine de kiwi protègent votre corps contre les changements de température, vous gardant au chaud en hiver et au frais l'été. Vous profitez donc d'un confort bienfaisant à l'année longue.

Chaque "Orthorest Sleeper" a subi le procédé de lavage "Fleeciweave", exclusif à Woolrest

Ce procédé spécial donne à la laine un aspect soyeux, gonflé et naturel qui ne se retrouve que chez les "Orthorest Sleepers".

Les "Orthorest Sleepers" aident les gens atteints de maladies des articulations à mieux dormir!

Les gens qui souffrent d'arthrite ou de rhumatismes ont trouvé qu'ils se reposaient mieux en dormant sur un "Orthorest Sleeper". Bien que ce ne soit pas un remède ou une panacée quelconque, la densité de la laine vierge donne un effet de coussin d'air qui fait que le malade se repose mieux, puisqu'il tourne moins sur lui-même et que la friction aux points d'appui du corps est amenuecée.



PURE LAINE VIERGE  
La qualité paie.

Le couvre-matelas "Woolrest Orthorest Sleeper" original rend déjà service à des millions de personnes à travers le monde.

Format	Ch.
1 place .....	169.00
2 places.....	229.00
Grand .....	279.00
Très grand .....	359.00

Obtenez un confort douillet et reposant en vous procurant le "Woolrest Orthorest Ultimate Sleeper".

Voici l'opinion du docteur Joyce Brothers sur ce produit de grande qualité. "...il y a quelque temps, on me faisait parvenir un couvre-matelas "Orthorest Ultimate Sleeper" de Woolrest, spécialement conçu pour aider à soulager les malades chroniques. Ce Woolrest est fait de fibres soyeuses de laine vierge de kiwi, longues et épaisses... un produit vraiment à la hauteur de son qualificatif d'"Ultimate". Si, pour quelques raisons que ce soit, vous avez de la difficulté à trouver le sommeil, je vous recommande l'"Orthorest Ultimate Sleeper" de Woolrest, il est d'un grand secours pour qui veut mieux dormir!

Il contient 30% de plus de laine de kiwi

L'"Orthorest Ultimate Sleeper" est fait de 30% de plus de laine de kiwi que l'"original". Il augmente donc l'effet de confort remarquable que procurent ces couvre-matelas! Il supporte mieux le corps aux points d'appui douloureux de celui-ci. L'"Ultimate" possède, de plus, une bande élastique centrale additionnelle, pour réduire l'effet de roulement et de tassement.

Le "Woolrest Orthorest Ultimate Sleeper", avec 30% de plus de laine de kiwi, vous fait dormir en tout confort.

Format	Ch.
1 place .....	219.00
2 places.....	299.00
Grand .....	360.00
Très grand .....	469.00



Des tests du Bureau de recherches Eaton...

À la suite des tests effectués sur le nouveau "Woolrest Orthorest Ultimate Sleeper", le Bureau de recherches Eaton a conclu ceci: Le nouveau "Orthorest Ultimate Sleeper" est plus lourd, de fabrication plus résistante et offre une apparence plus soyeuse que le "Woolrest Sleeper" original.

Période d'essai de 90 nuits!

Eaton vous propose d'essayer un "Woolrest Orthorest Sleeper" pendant 90 nuits. Si vous ne dormez pas mieux et si vous n'êtes pas convaincu de son efficacité, retournez-le simplement chez Eaton et vous serez intégralement remboursé.

Garantie de 5 ans du fabricant!

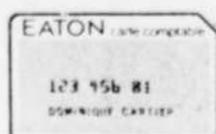
De plus, chaque "Woolrest Orthorest Sleeper" est assorti d'une garantie de 5 ans du fabricant. Cette garantie s'applique aux défauts de matériaux et de fabrication. Faites-y attention et votre Woolrest vous donnera des années de satisfaction.

Offre-prime de chez Eaton!

Vous recevrez, sans frais supplémentaires, à l'achat de chaque couvre-matelas 1 place, 1 couvre-oreiller "Woolrest"; et, pour chaque couvre-matelas format 2 places, grand ou très grand, 2 couvre-oreillers "Woolrest". Ces couvre-oreillers sont les compagnons tout indiqués des "Orthorest Sleepers"; donnez à votre tête et à votre cou le même confort qu'au reste de votre corps! (Après le 31 décembre 1986, le prix courant Eaton d'un couvre-oreiller standard "Woolrest" sera 38.00 ch.)

## Gagnants du concours Visages & Paysages

- |   |   |
|---|---|
| 1er Prix<br>Mlle Reta Cook<br>Halifax, N.-E.      | Mme Liette Gilbert<br>St-Joseph Cté Beauce QC |
| 2e Prix<br>Mario Binetti<br>Etobicoke, Ont.       | Neil A. Mort<br>Abbotsford, B.C.              |
| 3e Prix<br>Ferdinand Caguiat<br>Scarborough, Ont. | Jim McHarg<br>Toronto, Ont.                   |
| 4e Prix<br>Raymond Wayland<br>Ste-Foy, QC         | John Naaktgeboren<br>Burlington, Ont.         |
- Félicitations!



Crédit accepté avec la carte Eaton



Les cartes American Express, Visa, et MasterCard sont aussi acceptées pour les achats en personne

# EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

GALERIES CHAGNON PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE  
833-7744 653-9331 627-5811

# Les universités en région lancent un SOS en commission parlementaire Au Nord-Ouest, l'extrême limite est atteinte

♦ "Laissez-nous nos jeunes, nos cerveaux, notre matière grise; arrêtez les parents de quitter l'Abitibi-Témiscamingue pour suivre leurs enfants à Québec et à Montréal!"

par Jean-Claude RIVARD

C'est à peu près le mot-à-mot de l'alarme sonnée, cette semaine, par le recteur de "l'université de Rouyn-Noranda", devant la commission parlementaire de l'Éducation.

Emu à l'extrême, rompant un silence lourd de gravité, M. Rémy Trudel a déclaré qu'à l'exemple des pionniers du Nord-Ouest québécois qui se sont battus pour bâtir leur coin de pays, leurs descendants sont bien décidés, eux aussi, à se battre "à coup de bras et de matière grise", pour obtenir les services universitaires de qualité auxquels ils ont droit.

M. Trudel a d'ailleurs mérité les félicitations du parti ministériel représenté par la députée de Jacques-Cartier, Mme Joan Dougherty, tant à cause de sa détermination que pour la haute qualité de l'enseignement, de la recherche et de l'engagement social propres à l'université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT).

"À cet égard, nous n'avons pas à rougir face aux grandes universités de Québec et de Montréal", avait déclaré M. Trudel en faisant état des hautes performances de ses chercheurs et de ses étudiants, notamment aux examens annuels de l'Ordre des comptables agréés.

"Mais sur le plan financier, c'est extrêmement difficile", devait-il ajouter. Puis, en réponse à une question de la députée de Chicoutimi et porte-parole de l'opposition en matière d'éducation, Mme Jeanne Blackburn, M. Trudel a

ajouté: "On n'aurait pas survécu à la récente crise financière sans la corporation centrale de l'Université du Québec et l'appui financier de \$900,000 apporté par ses constituantes."

C'est d'ailleurs grâce aux ressources du réseau UQ que l'UQAT réussit à fournir, dans des régions éloignées, un enseignement supérieur de haute qualité et à s'engager dans des recherches scientifiques d'avant-garde, a-t-il dit.

Quant à la preuve de l'engagement social de l'UQAT, les explications du recteur étaient superflues face aux propos tenus par ces délégations (surtout féminines) qui ont nolisé un avion pour venir déposer leurs propres mémoires: les étudiants de l'UQAT, le Conseil régional de développement et l'Association des commissions scolaires de l'Abitibi-Témiscamingue, la Fondation de recherche de l'UQAT, la

municipalité régionale de comté, la Chambre de commerce, la Corporation de développement industriel de Rouyn-Noranda, les villes de Val-d'Or, de Ville-Marie et de La Sarre, etc.

On ferme

Le recteur Trudel était venu dire à la commission parlementaire que son institution en est rendu à "l'extrême limite de ses faibles moyens", que "des signes d'essoufflement sont évidents" et que l'avenir s'annonce douteux si l'État ne lui apporte pas une aide financière qui tiendrait compte de sa petite taille et des coûts relatifs à son éloignement des grands centres.

L'un des exemples cités a fait sourire: "A Rouyn-Noranda, LE SOLEIL coûte 45 pour 100 plus cher qu'à Québec, a-t-il dit. Le reste s'ensuit."

Il a proposé à l'État de lui accorder une subvention d'éloignement

comme en ont les universités du Nord de l'Ontario (Guelph, Sudbury, etc.) Dans son cas, cela pourrait représenter environ un montant annuel d'un million de dollars, exclusivement pour maintenir le statu quo et conserver les centres et sous-centres dans leur état actuel.

C'est à la suite d'une question du député d'Ungava, Christian Claveau, à propos de la fermeture du centre universitaire de Radisson ainsi que des menaces de fermeture de programmes qui planent sur les centres de Matagami et de Lebel-sur-Quévillon, que le recteur Trudel a supplié l'État de mettre fin à l'exode des jeunes et de leurs parents.

"Nous avons la tête pas mal basse lorsqu'on dit non aux gens de ces endroits qui nous demandent des services universitaires et qui paient autant de taxes et d'impôts que les gens de Québec et de Montréal", a-t-il dit.



M. Rémy Trudel: nos gens payent les mêmes taxes que ceux de Québec ou Montréal...

## A l'est, il faut les moyens de répondre aux besoins

♦ Ne pas confondre université régionale et université en région.

par Jean-Claude RIVARD

Le recteur de l'Université du Québec à Rimouski, M. Guy Massicotte, a tenu à faire cette mise au point devant la commission parlementaire de l'Éducation, alors qu'il

réclamait une attention accrue de la part de l'État en faveur des universités en région, telle "l'université de Rimouski", qui doivent pouvoir offrir un nombre minimal de programmes d'enseignement universitaire, pour assumer pleinement leur rôle sur le plan régional, dans les domaines scientifique, culturel, social et économique.

Le recteur Massicotte l'a fait en réclamant que l'on reconnaisse à l'UQAR le droit de disposer d'une infrastructure minimale et que l'État finance pareille infrastructure de "petite université" en tenant compte de son éloignement des grands centres.

L'université de Rimouski demande aussi au gouvernement de lui reconnaître le droit de disposer d'un éventail minimal de programmes d'enseignement et qu'il le finance en tenant compte de la taille forcément réduite de la fréquentation de la plupart de ces programmes.

De même, l'UQAR estime que l'on devrait reconnaître sa mission sur l'ensemble de son territoire et que ce soit financé de façon à satisfaire convenablement les besoins qui s'expriment en tenant compte de la très grande dispersion de la clientèle, en Gaspésie, aux îles de la

Madeleine, sur la Côte-Nord, dans le Bas-Saint-Laurent ainsi que sur la rive sud jusqu'à Lévis.

La demande la plus énergique formulée par l'UQAR se rapporte aux compressions budgétaires: que le gouvernement cesse ses politiques de compression budgétaire et procède sans délai à une correction de la base de financement de l'UQAR; qu'en tout état de cause, le gouvernement n'éponge pas les déficits des universités qui s'en sont autorisés sans procéder simultanément à des mesures de rationalisation.

Somme toute, le recteur Massicotte a déclaré que beaucoup d'ef-

forts ont été faits pour bâtir l'UQAR, un instrument essentiel de développement et de prise en charge pour le milieu.

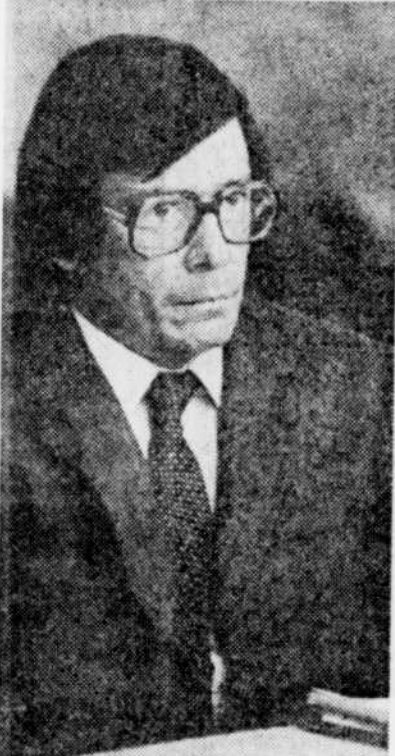
"Peut-on, a-t-il demandé, la laisser se dégrader et ruiner ainsi dix ou quinze ans d'investissement et la possibilité pour la région de l'Est du Québec d'assurer son propre développement?"

Droit à des services égaux

Au nom de la justice sociale, de l'équilibre qu'il convient de maintenir dans le système des universités québécoises, le recteur a soutenu que "tous les citoyens et citoyennes du Québec ont droit à des services

égaux" et que "l'enseignement supérieur constitue un service essentiel pour une population donnée".

Ce point de vue a d'ailleurs été substantiellement partagé par les délégations venues aussi rencontrer la commission, au cours de la journée d'hier: le Conseil économique de Rimouski, la Fédération des caisses populaires Desjardins du Bas-Saint-Laurent, la Chambre de commerce de Rimouski. Des mémoires ont aussi été soumis aux commissaires par l'Association des diplômés de l'Université du Québec à Rimouski de même que par le Syndicat des chargés de cours de l'institution.



M. Guy Massicotte: l'enseignement supérieur est un service essentiel pour une population donnée.

### ÉTUDES d'ANGLAIS au VERMONT

Programme INTENSIF dans un milieu anglophone et international.

Divers niveaux de cours et laboratoire.

Les cours INTENSIFS d'ANGLAIS sont donnés à l'année.

Les cours se donnent à des dates convenables.

ST. MICHAEL'S

- offre des cours d'ANGLAIS depuis 1954 dans une ambiance universitaire et coéducationnelle.
- aussi études pour le bac et maîtrise.

Ecrivez à:

CENTER FOR INTERNATIONAL PROGRAMS  
ST. MICHAEL'S COLLEGE  
WINOOSKI, VERMONT 05404



Conseiller en coupures budgétaires chez

Capitale Toyota

Tel: 681-7261  
Boulevard de la Capitale (sortie Pierre-Bertrand)

# Venez sabrer

le mousseux avec nous

# ouverture

## du

# à Sainte-Foy

3070, chemin Saint-Louis

Centre d'achats LaForest  
(près du pont de Québec)

Mobilier d'une **BEAUTÉ EXCEPTIONNELLE**, et séduisant par sa touche d'originalité. Fini plastifié polyester. Offert en blanc, gris, amande ou noir.

**CONFORT ET ADAPTABILITÉ...** sont les grandes qualités de ce style contemporain. Un confort incomparable au salon ou au vivoir. Fauteuil, causeuse ou canapé avec choix de recouvrements.

Système mural qui vous permettra de créer le meuble qui reflète votre goût et vos besoins.

**DECORATIF ET PRATIQUE**

Ce concept vous est offert en 4 couleurs: blanc, gris, noir ou beige, dans différents finis, satinés ou brillants.

Des formes DESIGN délicates, distinguées et désinvoltes. Alliant la qualité à son fini synthétique catalyse de haute qualité, cuit au four, afin de donner un fini en profondeur. Ayez une longueur d'avance! Cette collection vous est offerte en différentes couleurs.

## LES AMEUBLEMENTS QUÉBEC

# GAUDET

## ET FRÈRES INC

355, Marie-de-l'Incarnation 681-6054  
3070, chemin Saint-Louis 651-3411

LIVRAISON GRATUITE • DÉBALLAGE GRATUIT • MISE DE CÔTÉ GRATUITE

B-12

## Désaccords entre jeunes péquistes et libéraux

♦ S'ils s'ont unanimes pour réclamer une réforme en profondeur, une meilleure gestion des ressources humaines et matérielles des universités, une plus grande coordination à l'intérieur du réseau et une révision des normes de soutien financier aux institutions, la Jeunesse péquiste et la Jeunesse libérale ne parlent cependant pas le même langage lorsqu'il est question des droits de scolarité et de la permanence des professeurs.

par Jean-Claude RIVARD

Ainsi pendant que la Commission Jeunesse du Parti libéral propose le statu quo en matière des droits de scolarité, le Comité national des Jeunes du Parti québécois préconise leur élimination par la création d'un "impôt universitaire" de 1.5 pour 100 payable par tous les diplômés d'universités, au cours des dix ans qui suivent leur entrée sur le marché du travail.

Au sujet de la permanence des professeurs, les gens du PQ réclament un redressement énergétique à cause de leur laxisme et de leur manque de performance. Ils souhaitent la mise en place d'un processus d'évaluation continue, avec une retraite automatique à 65 ans assortie de contrats de prolongation renouvelables à tous les deux ans. Par contre, les jeunes libéraux se font plus sévères et ajoutent à "l'évaluation équitable", l'instauration de contrats de cinq ans renouvelables.

### Un ministre délégué

L'élément le plus neuf est sans doute la proposition formulée, avant-hier, par la jeunesse péquiste, proposant au gouvernement de "nommer dans les plus brefs délais un ministre délégué au financement et à la réforme universitaire afin de sortir les universités de leur crise de financement et de légitimité".

Le ministre Claude Ryan n'a rien promis mais il estime que la création d'un ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science distinct du ministère de l'Éducation est un pas dans cette direction. Il s'est dit fier de l'aplomb avec lequel les Jeunes péquistes ont "défendu" leur mémoire, n'ayant qu'un seul regret à formuler: celui qu'ils ne soient pas "du bon bord". Le mémoire de la Jeunesse libérale, dont LE SOLEIL a obtenu copie doit être débattu, lors de la reprise des travaux de la commission parlementaire, mardi prochain.

### Une réforme en profondeur

Ainsi que l'a soutenu la présidente du Comité national des Jeunes du PQ, Mme Isabelle Courville, "une réforme des universités est nécessaire" et la chose doit être considérée comme "une priorité nationale".

Mme Hélène Chartier, directrice du journal des jeunes péquistes, a soutenu qu'il faut améliorer le rendement qualitatif et quantitatif des universités en assainissant la gestion des ressources. Les universités aussi doivent se départir de la gestion de services administratifs auxiliaires coûteux et étrangers à leur mission (cafétérias, entretien, etc.) au profit de compagnies privées et, si possible, d'organisations étudiantes.

Pour revaloriser le diplôme universitaire face au marché du travail, on préconise l'intégration de stages pratiques dans les programmes, a ajouté Mme Chartier.

Par ailleurs, afin d'obtenir un meilleur rendement du corps professoral, les jeunes du PQ préconisent l'élaboration d'un système d'évaluation continue, "même après l'obtention de la permanence". C'est dans cette veine qu'ils proposent aussi la création d'un système d'attribution de contrats à terme, avec des enveloppes salariales non assujetties aux normes institutionnelles et syndicales.

### Un investissement

Stéphane LeBouyennec, coordonnateur général de la Jeunesse péquiste, a soutenu avec chiffres à l'appui, qu'investir dans l'éducation est un placement d'avenir sur lequel l'entreprise privée ne mise pas suffisamment.

"Il est très dangereux de penser à doubler directement les frais de scolarité sans démontrer que cela n'aurait pas d'effet sur l'accessibilité", a-t-il, par ailleurs, ajouté.

Le comité national des jeunes du PQ réclame une politique très ferme du Québec face au pouvoir central pour récupérer ce qui lui revient au chapitre de la péréquation. On qualifie de "mauvais calcul" l'attitude "extrêmement dangereuse" qui inspire le Bill C-96. D'ici 1992, le Québec perdra plus de deux milliards, soit le double de ce que l'on a investi pour relever le dollar canadien, l'équivalent des sommes investies pour éviter la faillite aux banques de l'Ouest. Le Canada n'a investi que la moitié de ce que consacrent à la recherche scientifique les autres sociétés industrielles soit à peine un pour 100 de son revenu national brut, a rapporté M. LeBouyennec. ●

la Baie

**VOTRE VIEUX SAC À MAIN PEUT ENCORE SERVIR...  
APPORTEZ-LE NOUS ET PROFITEZ DE**

**25% DE RABAIS** sur le prix ord. d'un sac à main\* de plus de \$25



### Profitez-en pour vous servir une dernière fois de ce vieux sac à main démodé!

Dépêchez-vous car notre offre se termine le 18 octobre. Vous n'avez qu'à nous apporter un vieux sac à main pour profiter d'un rabais de 25% sur le prix ordinaire d'un sac à main de plus de \$25 (\*Sauf Gucci). Voyez notre beau choix incluant des modèles tels pochettes, besaces et sacs à

bandoulière, en simili-cuir, vinyle et tissu aux couleurs dernière mode. Tous les sacs à main recueillis seront remis à une oeuvre de charité. Et n'oubliez pas, l'offre se termine le 18 octobre, alors hâtez-vous! Achats en magasin seulement.

Sacs à main, rayon 210

**GAGNEZ**

### GAGNEZ UN VOYAGE POUR 4

Les bulletins de participation donnant les détails et règlements du concours sont disponibles dans tous les magasins la Baie, du 1<sup>er</sup> au 25 octobre. Le gagnant aura la chance de faire un voyage au Canada, en classe Affaires d'Air Canada lauréat du prix Service aux passagers pour 1985.



Pendant le mois d'octobre les meilleurs produits canadiens sont en vedette à la Baie.

**NOS PRODUITS,  
NOTRE FIERTÉ**

la Baie

## NOS PRODUITS, NOTRE FIERTÉ CHAUSSURES 'JEUNESSE' EN CUIR

# 26% DE RABAIS



**A** Escarpin 'Jeunesse' en vachette. Rehaussé d'un noeud, et découpé sur les côtés. Disponible en verni noir et en noir dans tous les magasins. En bleu et vert dans certains magasins. Point. 5½ à 10. N° 1493. Ord. \$45.

**B** Escarpin bas 'Jeunesse' en vachette. Rehaussé d'un noeud. Disponible en noir et gris dans tous les magasins. En bleu et vert dans certains magasins. Point. 5½ à 10. N° 359. Ord. \$45.

**C** Escarpin 'Jeunesse' à découpes sur les côtés. Disponible en noir et taupe dans tous les magasins. En vert et bleu dans certains magasins. Point. 5½ à 10. Ord. \$45.

**AU CHOIX**  
**32<sup>99</sup>**  
la pai.

**D** Escarpin en chevreau 'Jeunesse'. Avec joli détail au talon. Disponible en verni noir et noir dans tous les magasins. En gris et bleu dans certains magasins. Point. 5½ à 10. N° 0114. Ord. \$45.

**E** Escarpin 'Jeunesse' à détail fantaisie. Disponible en verni noir et noir dans tous les magasins. En gris et taupe dans certains magasins. Point. 5½ à 10. N° 6715. Ord. \$45.

Chaussures pour dames, rayon 262

En vigueur jusqu'au 25 octobre

### Education: réactions à la réduction du temps alloué au choix de carrière

♦ Il n'y a pas que l'intention d'enseigner l'anglais dès la première année qui suscite de l'opposition, parmi les modifications aux régimes pédagogiques qui ont été proposées par le ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan. C'est maintenant l'Association québécoise d'information scolaire et professionnelle qui s'en prend aux éventuelles modifications au programme d'éducation au choix de carrière.

par Richard HÉNAULT

Dans une lettre qu'il a fait parvenir au ministre, le président de l'association, M. Gaston Leclerc, affirme qu'il est impossible de répartir autrement les contenus de première, deuxième et troisième secondaires en éducation au choix de carrière.

C'est dans le but de faire place à un nouveau cours de sciences obligatoire en deuxième secondaire que M. Ryan entend réduire le temps présentement accordé à d'autres programmes obligatoires. Ainsi, alors que l'élève devait suivre des cours de formation personnelle et sociale ainsi que d'éducation au choix de carrière tout au long du secondaire, il serait dorénavant tenu de les suivre à raison d'un seul par cycle.

Le programme d'éducation au choix de carrière s'applique au Québec depuis 1981 et les écoles complètent, cette année, le cycle d'application en cinquième secondaire avec les premiers groupes d'élèves qui auront vécu l'ensemble du programme.

"Est-ce trop attendre, écrit M. Leclerc, que de demander aux responsables de l'enseignement secondaire du Québec de donner la chance à ce programme de faire ses preuves au profit des jeunes? Nous croyons qu'il y aurait plutôt lieu d'évaluer la possibilité de réduire le nombre de périodes consacrées à certains programmes."

À titre d'exemple, le président de l'association soumet au ministre que des commissions scolaires appliquent déjà le programme d'initiation aux sciences physiques en deuxième secondaire à raison de trois périodes/cycle (plutôt que quatre) sans pour autant pénaliser leurs élèves.

Selon M. Leclerc, les thèmes abordés en première secondaire constituent une transition entre le primaire et le secondaire et ne peuvent pas être placés plus loin dans le curriculum de l'élève. "Des comportements comme ceux de chercher de l'information et de produire des hypothèses, écrit-il, doivent être acquis avant les moments de choix, ce qui veut dire dès le début du secondaire."

Enfin, le président de l'AOISEP affirme qu'aucune partie du programme de troisième secondaire en éducation au choix de carrière ne peut être proposée en première secondaire, "pour la simple et bonne raison que toutes les situations éducatives de ce niveau font appel à une capacité d'abstraction et de généralisation que n'a pas l'enfant qui arrive du primaire".

L'anglais

En ce qui concerne l'enseignement de l'anglais dès la première année, la Centrale de l'enseignement du Québec a réagi, il y a quelques jours, en affirmant qu'une étude sérieuse s'impose en ce domaine.

"Pour l'instant, de dire Mme Monique Giroux, vice-présidente de la CEO, il nous semble plus urgent de prendre des mesures pour assurer un meilleur apprentissage du français. Nous ne pouvons approuver une telle approche tant et aussi longtemps qu'une recherche concluante n'aura pas été réalisée."

Pour expliquer la vigilance qu'elle prône, la CEO énumère une série de questions pour lesquelles il n'y a pas encore de réponse: "Quels seront les critères utilisés par le ministre pour autoriser une école à dispenser l'enseignement de l'anglais langue seconde au premier cycle du primaire? Par qui ces cours seraient-ils donnés? Au détriment de quelle matière cet enseignement serait-il dispensé?"

**GAGNEZ UN VOYAGE POUR 4**  
**GAGNEZ**  
Les bulletins de participation donnant les détails et règlements du concours sont disponibles dans tous les magasins la Baie, du 1<sup>er</sup> au 25 octobre. Le gagnant aura la chance de faire un voyage au Canada, en classe Affaires d'Air Canada, lauréat du prix Service aux passagers pour 1985.



AIR CANADA

Pendant le mois d'octobre les meilleurs produits canadiens sont en vedette à la Baie.

# NOS PRODUITS, NOTRE FIERTÉ



M. Roger Lemelin a accepté la présidence de ce premier rallye du patrimoine.

## Premier rallye du patrimoine à Québec

♦ La ville de Québec, devenue familière avec le mot "rallye" depuis ces dernières années, en vivra un axé sur le patrimoine, ce qui constitue une première dans les annales de la capitale.

par Monique DUVAL

Le Conseil des monuments et sites du Québec, initiateur du projet, veut marquer d'une façon originale et à la portée de toute la population, l'inscription de la cité de Champlain au palmarès du patrimoine mondial.

Ce grand rallye aura lieu le samedi 18 octobre, et comportera plusieurs facettes: tout d'abord, pour un montant de \$5, toute personne, adulte ou jeune, pourra s'inscrire au Havre du Vieux-Port où café et croissants seront servis.

Le rallye proprement dit commencera à midi et se fera, beau temps mauvais temps, sous le soleil, on espère, avec parapluie et bonnes chaussures, s'il pleut ou s'il fait gris. L'itinéraire sera publié, ce jour même, dans le quotidien LE SOLEIL et il faudra s'en servir et l'apporter avec soi car il indiquera la marche à suivre, qui consistera à aller à la recherche des points d'histoire et de patrimoine.

Les participants devront suivre un itinéraire balisé par quatre points de contrôle. Des indices concerneront des édifices, objets, évocations d'événements, etc. Aux postes de contrôle, des questions précises viendront vérifier les qualités d'observation des participants.

Les marcheurs devraient revenir à leur point de départ, le Havre du Vieux-Port, entre 15h et 17h, munis de leur questionnaire rempli. Et une fête populaire continuera la journée.

Le Conseil des monuments et sites du Québec, dont l'objectif est de sensibiliser la population aux questions de patrimoine, rendra hommage, au cours de cette même journée du 18 octobre, aux pionniers, à ceux qui, depuis de nombreuses années, ont concouru à préserver et à mettre en valeur notre précieux héritage patrimonial. Comment ne pas penser aux communautés religieuses?

M. Roger Lemelin a accepté la présidence de cette journée exceptionnelle. Plusieurs femmes et hommes d'affaires ont préalablement souscrit un montant de \$100 pour la bonne marche de l'organisation. On note aussi la participation de plusieurs marchands, fournisseurs de victuailles pour les goûters, etc.

Signalons que plusieurs prix seront remis, selon les réponses faites aux questions. Le premier prix consiste en un voyage Québec-Paris.

La réponse au rallye et la participation constitueront un appui financier à l'organisme Conseil des monuments et sites du Québec qui, dans le cadre de cette journée, dévoilera sa nouvelle affiche.

Adresse pour renseignements et inscription: Conseil des monuments et sites du Québec, C.P. 279 Haute ville, Québec G1R 4P8, tél. (418) 694-0812. Mme France Gagnon-Pratte est la présidente de cet organisme et M. Marc-André Bluteau est secrétaire général.

la Baie

# NOS PRODUITS, NOTRE FIERTÉ MOLLETONS MODE 'EVERLAST'



## DE 8<sup>50</sup> À \$34

Molletonnés mode 'Everlast' pour les jeunes et les adultes. De 'Penman's'. Maillots avec différents modèles de manches, vous les trouverez tous, du tee-shirt au maillot d'athlète. 8.50 à \$34 ch. Shorts et pantalons à taille piquée à 6

aiguilles. Shorts, \$11 à \$14. Pantalons, \$21 à \$26. Noir, oxford, bleu roi, rouge, blanc, or et violet. Tailles adultes, P.M.G.TG. Tailles jeunes, P.M.G. La sélection varie selon les magasins

Articles de sport, rayon 740  
En vigueur jusqu'au 18 octobre



CADEAU

### CADEAU AVEC ACHAT

Avec tout achat 'Everlast' de \$11 ou plus, vous recevrez un sac polochon 'Everlast' (valeur au détail approx. de \$9).

(Quantité au Québec: 1000)

## GAGNEZ

### GAGNEZ UN VOYAGE POUR 4

Les bulletins de participation donnant les détails et règlements du concours sont disponibles dans tous les magasins la Baie, du 1<sup>er</sup> au 25 octobre. Le gagnant aura la chance de faire un voyage au Canada, en classe Affaires d'Air Canada, lauréat du prix Service aux passagers pour 1985.



AIR CANADA

Pendant le mois d'octobre les meilleurs produits canadiens sont en vedette à la Baie.

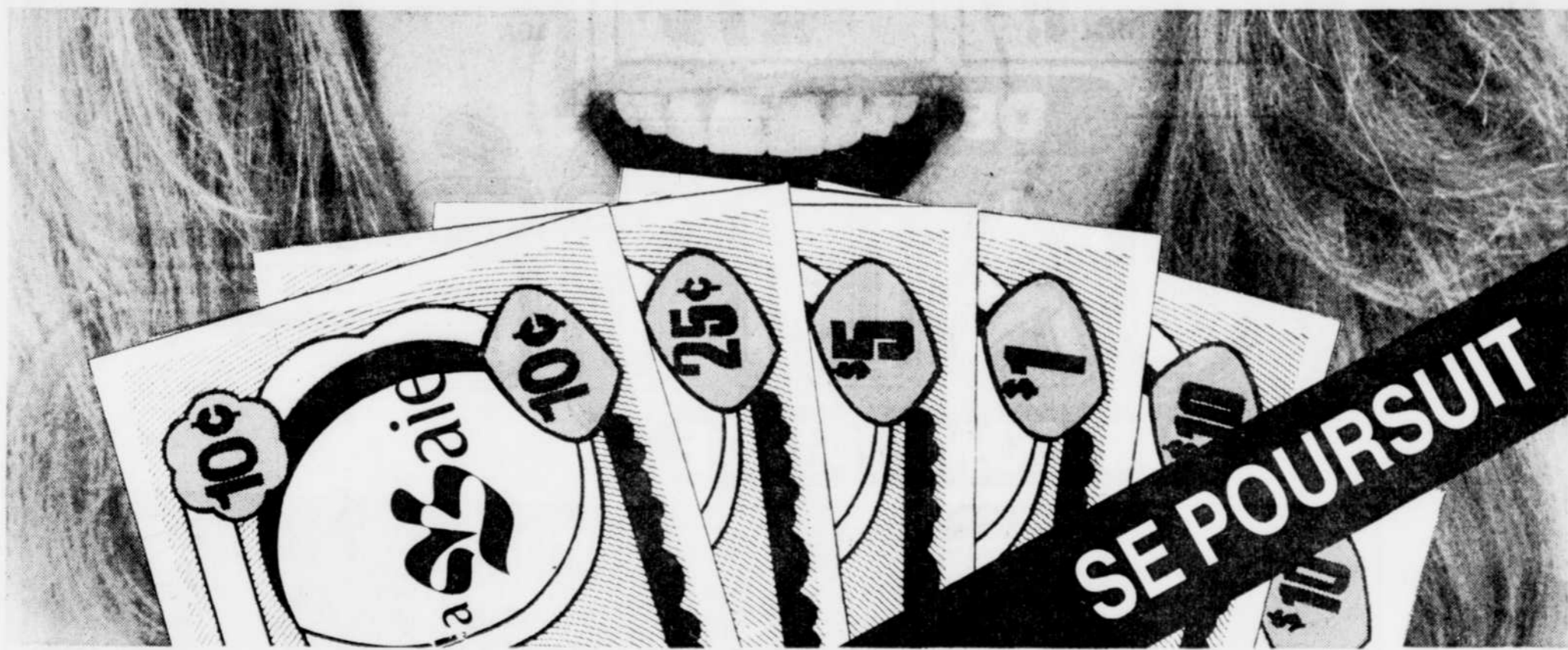
# NOS PRODUITS, NOTRE FIERTÉ



# NOS PRODUITS, NOTRE FIERTÉ



# LE FRIC LA BAIE



## LE LUNDI 13 OCTOBRE

## RECEVEZ 10% EN FRIC LA BAIE

sur tout\* ce que vous achetez dans la journée

**Vous obtenez le Fric la Baie d'une valeur de 10%** pour chaque dollar d'achat que vous faites. Valable aussi bien sur les articles à prix réduit que sur la marchandise à prix ordinaire. Voir la liste des exceptions.\*\*

**Oui, le Fric la Baie d'une valeur de 10%** pour chaque dollar d'achat vous est remis lorsque vous achetez appareils ménagers, téléviseurs, stéréos ou magnétoscopes. Cependant, vous ne pouvez pas encaisser de Fric la Baie à l'achat de ces appareils.

**Vous pouvez utiliser le Fric la Baie** sur le prochain achat que vous effectuerez, à quelques exceptions près, ou l'accumuler pour l'appliquer sur un autre achat au cours de la journée.

**ET VOUS POUVEZ PORTER VOS ACHATS À VOTRE COMPTE!**

Achats en magasin seulement.

\*Exceptions: tabac, restaurants, nourriture, produits pharmaceutiques, produits de beauté, gros électroménagers et fours à micro-ondes de toutes marques, appareils stéréo, téléviseurs, ordinateurs y compris ceux du rayon 762, appareils vidéo électroniques, certificats-cadeaux ainsi que les services aux clients suivants: Salon de coiffure, First Lady, Studio de photo, Réparation de montres et autres, Slick, Service de nettoyage à domicile, Voyages American Express, Innovations en informatique, entreposage des fournitures, la Billetterie, le fleuriste et emballage-cadeau.

\*\*Le Fric la Baie ne sera pas donné ou accepté sur les chèques-cadeaux et la plupart des services à la clientèle.

Note: Les rayons sous licence et services varient selon les magasins. Consultez la liste complète des exceptions affichée au magasin de votre localité.

Le Fric la Baie n'est pas encaissable en espèces et n'est pas accepté pour le paiement des comptes de crédit.

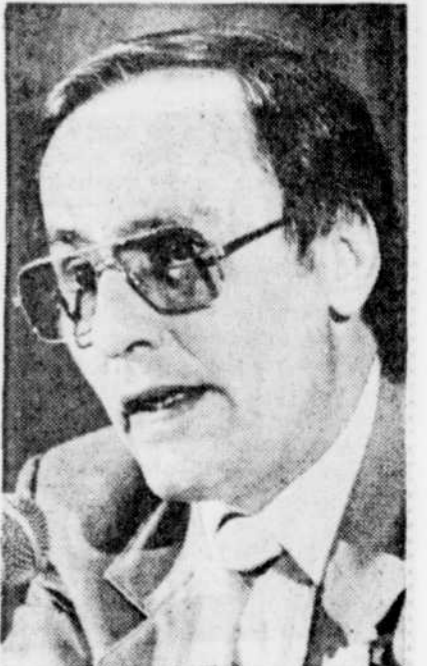
### Quartier Bourg-Royal: pétition contre le changement de zonage

♦ Une cinquantaine de citoyens du quartier Bourg-Royal, à Charlesbourg, ont déposé, mercredi soir, lors d'une assemblée de consultation, une pétition pour manifester leur opposition aux modifications de zonage permettant la construction d'édifices à logements dans leur secteur. Le projet de la compagnie Dereno, présenté à la commission d'urbanisme, prévoit la construction de cinq unités de quatre logements et une de trois dans les environs de la rue Astrid.

par Yves THERRIEN

Dans le secteur envisagé, il est déjà possible de construire des maisons en rangée, des triplex ou quadruplex. La firme désire construire en hauteur pour rentabiliser ses investissements, mais les citoyens souhaiteraient voir des maisons unifamiliales seulement. Selon le conseiller du quartier, M. Guy Poirier, les règlements de zonage dans ce secteur sont conformes au plan directeur de la municipalité et au schéma d'aménagement de la Communauté urbaine de Québec. Les zones résidentielles à faible densité sont protégées par des zones tampons.

Pour M. Poirier, certains citoyens semblaient mal connaître le plan d'urbanisme et les règlements de zonage. Ils se sont aussi interrogés sur les éventualités dans le cas d'une faillite du constructeur. A cause des modifications au zonage, une construction de six étages deviendrait possible si un autre entrepreneur reprenait le terrain. Toutefois, dans le cas de la firme Dereno, la direction devra se conformer à son projet et ne pourra dépasser les quatre étages prévus. Si la compagnie veut apporter des changements, elle devra faire une nouvelle demande à la commission d'urbanisme, ce qui ne serait pas nécessairement accepté. ♦



Le maire de l'Ancienne-Lorette, M. Emile Loranger, s'est dit particulièrement heureux de voir sa municipalité accueillir un édifice gouvernemental sur son territoire.

### CLSC Laurentien: déménagement du siège social à l'Ancienne-Lorette

♦ En déménageant son siège social dans la rue Saint-Paul, à l'Ancienne-Lorette, en janvier 1987, le CLSC Laurentien sera plus près du centre géographique du territoire qu'il dessert.

par Pierre MARTEL

C'est ce qu'a affirmé le directeur général de l'organisme, M. René Laverdière, à l'occasion de la cérémonie marquant le début des travaux de construction de l'édifice qui accueillera le CLSC, en janvier.

Depuis janvier 1978, le CLSC Laurentien occupe temporairement des locaux le long du boulevard Chauveau, dans le quartier Laurentien. En 1984, il a ouvert des points de service, à Cap Rouge et à Saint-Augustin de Desmaures. Il dessert un territoire dont la population est évaluée à 45,000.

Une soixantaine d'employés emménageront dans le nouvel édifice qui aura une superficie de 15,000 pieds carrés. Les locaux, loués par le CLSC, seront la propriété de la firme Construction canadienne T.J. qui évalue les coûts de construction de ceux-ci à environ \$1.5 million.

Le maire de l'Ancienne-Lorette, M. Emile Loranger, s'est dit particulièrement heureux de voir sa municipalité accueillir un édifice gouvernemental sur son territoire. "Nous continuerons à travailler pour en avoir d'autres", a-t-il lancé en direction du député du comté, M. Lawrence Cannon. ♦

**GAGNEZ UN VOYAGE POUR 4**  
Les bulletins de participation donnant les détails et règlements du concours sont disponibles dans tous les magasins la Baie, du 1<sup>er</sup> au 25 octobre. Le gagnant aura la chance de faire un voyage au Canada, en classe Affaires d'Air Canada lauréat du prix Service aux passagers pour 1985.



AIR CANADA



# NOS PRODUITS, NOTRE FIERTÉ

Pendant le mois d'octobre les meilleurs produits canadiens sont en vedette à la Baie.

**JUS DE FRUITS FBI**

Format 1 L

**69¢**

**PÂTE DE TOMATES PASTENE**

Boîtes 156 mL

**3/89¢**

**JUS DE TOMATES HEINZ**

Boîtes 540 mL

**2/89¢**

**JUS DE LÉGUMES V-8**

Paq. de 6 x 170 mL

**179**

**MOUCHOIRS DE PAPIER WHITE SWAN**

Boîte de 200

**79¢**

**BISCUITS IGA**

Tartes aux Fraises (350 g),  
Gelée Eponge (400 g),  
Feuille d'Erable (400 g)

**99¢**

**DE LA QUALITÉ SUR COMMANDE**

Prix en vigueur du lundi 13 octobre au samedi 18 octobre 1986. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Pas de vente aux marchands. Le texte prévaut sur la photo lorsque celle-ci ne correspond pas à la description du produit annoncé.

**LONGES DE PORC FRAIS**  
Portion du filet  
Environ 1,4 kg

**320 \$/kg** **145 \$/lb**

**LONGES DE PORC FRAIS**  
Portion des côtes  
Environ 1,4 kg

**276 \$/kg** **125 \$/lb**



**BOEUF HACHÉ**  
Ordinaire

**187 \$/kg** **85¢ /lb**

**CÔTELETTES DE PORC FRAIS**  
Coupe du centre

**474 \$/kg** **2,15 \$/lb**

**Crystal de plomb 24%**

**Crystal D'Adriana**

**Article de la semaine**  
Jusqu'au 18 octobre  
**VERRE À EAU**  
Prix ord.: 3,99\$

**1,99 ch.**

**Complétez votre collection de magnifique pièce d'appoint**

Ces pièces d'appoint sont offertes pour vous permettre de compléter votre collection. Chacune d'elles sera vendue tout au long de la promotion... et à un prix d'aubaine!

**HÂTEZ-VOUS** de compléter votre service de cristal!

"Crystal D'Adriana est une élégante collection de verres sur pied et d'articles faits de cristal de plomb 24%. Chaque semaine, un article-vedette différent vous est offert à un prix d'aubaine spécial. Notre programme de présentation "vedette" est le meilleur moyen de vous procurer une collection de cristal!"

**Fruits et Légumes**

**RAISINS VERTS ALMÉRIA**  
Produit de l'Espagne

**174 \$/kg** **79¢ /lb**

**TOMATES ROUGES**  
Produit des États-Unis  
Canada no. 1  
Grosceur 6 x 7

**130 \$/kg** **59¢ /lb**

**TOMATES**  
Canada de choix  
HEINZ  
Boîte 796 mL

**79¢**

Suite à des délais de livraison et/ou aux variations climatiques de certaines régions, des difficultés d'approvisionnement en fruits et légumes peuvent survenir. Si cette situation devait se produire, votre marchand IGA veillerait à ce que chacun de ses clients soit entièrement satisfait.

**Mes meilleures recettes**

**CHAQUE SEMAINE, PROCUREZ-VOUS GRATUITEMENT NOS FEUILLETS-RECETTES**

Nos feuillets-recettes se veulent plus qu'une simple recette. Ils vous proposent de succulents mets équilibrés pour une saine alimentation. Collectionnez "MES MEILLEURES RECETTES", elles sont gratuites chez votre épicière IGA.

**JAVEL CONCENTRÉE LAVO**  
LAVO  
Cont. 3,6 L

**99¢**

Un cahier publicitaire sera distribué à votre domicile. Consultez ses pages débordantes de nombreuses autres aubaines. (Si vous ne recevez pas ce cahier publicitaire, demandez-en un à votre marchand IGA.)

**IGA Boniprix IGA**

\*marque de certification d'IGA Canada liée